

Rapport du Compte Administratif 2020

Table des matières

| | |
|---|----|
| Contexte, bilan et perspectives..... | 4 |
| Budget consolidé..... | 6 |
| Budget principal..... | 8 |
| I. Le suivi de la trajectoire du budget principal..... | 8 |
| II. La chaîne de l'épargne..... | 9 |
| III. La section de fonctionnement..... | 11 |
| A. Les recettes de fonctionnement..... | 11 |
| 1. Impôts, taxes et compensations fiscales..... | 12 |
| 2. Les dotations et participations..... | 15 |
| 3. Les produits des services..... | 18 |
| 4. Autres produits de gestion courantes..... | 19 |
| 5. Reprise de provisions..... | 20 |
| B. Les dépenses de fonctionnement..... | 21 |
| 1. Les reversements de fiscalité..... | 22 |
| 2. Les achats de biens et services..... | 23 |
| 3. Les charges de personnel..... | 24 |
| 4. Les subventions, participations et contributions..... | 26 |
| 5. Les provisions..... | 27 |
| IV. L'investissement et son financement..... | 28 |
| A. Les dépenses d'investissement..... | 28 |
| 1. Les dépenses d'investissement par nature..... | 28 |
| 2. Les dépenses d'investissement par axe..... | 29 |
| 3. Bilan de la PPIM 2015-2020..... | 33 |
| B. Le financement de l'investissement..... | 34 |
| 1. Les ressources propres..... | 35 |
| 2. L'emprunt..... | 37 |
| V. L'endettement..... | 38 |
| A. Evolution de l'encours de dette consolidée..... | 38 |
| 1. Une progression de l'encours sur l'exercice 2020..... | 38 |
| 2. Un coût moyen de la dette faible..... | 39 |
| 3. Une dette sécurisée notée Aa2 par Moody's..... | 39 |
| B. Capacité de désendettement : budget principal de Toulouse Métropole..... | 40 |
| Budget annexe Assainissement..... | 41 |
| Budget annexe Eau Potable..... | 44 |
| Budget annexe IMT..... | 47 |

| | |
|---|----|
| Budget annexe Activités Immobilières | 49 |
| Budget annexe Lasbordes | 51 |
| Budget annexe Oncopôle | 53 |
| Budget annexe Orchestre National et Théâtre du Capitole | 55 |
| Budget annexe Crématorium..... | 57 |
| Budget annexe Pompes Funèbres | 59 |
| Budget annexe Collecte et Valorisation des Déchets | 61 |

Contexte, bilan et perspectives

L'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire de la Covid-19 qui a fortement impacté le niveau des recettes et des dépenses de fonctionnement.

Au-delà des surcoûts liés à la gestion de la crise sanitaire et au respect des protocoles sanitaires, Toulouse Métropole a mis en place différents plans de soutien, en faveur des publics fragiles, du tissu associatif et de l'emploi. Au total, la Covid-19 a conduit à générer près de 13 M€ de dépenses supplémentaires en fonctionnement.

Dans le même temps, le ralentissement de l'activité des services a conduit à une sous-exécution forte des charges générales par rapport au tendanciel, générant une économie de près de 5 M€.

En recettes, les pertes d'exploitation des fermiers et concessionnaires, ainsi que la baisse des recettes tarifaires du fait de la fermeture des services publics, ont conduit à une diminution de près de 6 M€ par rapport à l'exercice précédent. La taxe de séjour intercommunale marque également un recul de plus de 40%, soit une perte de 2 M€ par rapport à 2019.

Au global, l'impact de la crise de la Covid-19 sur l'épargne de la collectivité atteint près de 15 M€ sur l'exercice 2020.

Malgré une dynamique forte des recettes fiscales, les impacts de la crise sanitaire et l'augmentation du volume des provisions ont engendré une diminution importante de l'épargne et de la capacité d'autofinancement.

Dans le même temps, les recettes issues de la fiscalité ont progressé de manière soutenue. Ainsi, la CVAE des entreprises progresse de 11 M€ et les autres impôts locaux majeurs (CFE, TF, TH) de près de 13 M€, soit une progression des bases de 3%. Si cette dynamique permet d'amoinrir l'effet de ciseau entre dépenses et recettes de fonctionnement, il ne l'annule pas.

En outre, dans le cadre de la démarche d'expérimentation de la certification des comptes, de nouvelles provisions ont été passées sur l'exercice 2020 pour près de 30 M€. Au global, en considérant les reprises effectuées sur l'exercice, le volume global de provisions augmente de plus de 17 M€.

Ainsi, l'épargne brute diminue par rapport à l'exercice de plus de 30% et l'épargne nette de 65% pour atteindre 30 M€. Une fois retraitée de l'augmentation du volume des provisions, l'épargne nette se situerait aux alentours de 50 M€, soit au niveau de l'objectif plancher fixé dans la prospective financière.

L'exercice écoulé est enfin marqué par la fin de réalisation de la PPIM 2015-2020, majorée du Plan de Relance pour l'Emploi, et par un engagement renforcé dans le processus de certification des comptes.

En 2020, l'effort d'équipement métropolitain s'est poursuivi avec la concrétisation d'opérations prévues à la programmation pluriannuelle des investissements métropolitains 2015-2020. Sur les six années du mandat écoulé, c'est près de 1,8 milliard de dépenses d'investissement qui aura été réalisé. Malgré le ralentissement de certains chantiers du fait du confinement de début d'année, le niveau de réalisation des investissements au compte administratif demeure élevé à 250 M€.

En sus, le Plan de Relance de l'Emploi (PRE) a prévu une enveloppe d'investissement complémentaire de près de 95 M€, répartie entre des interventions directes pour favoriser l'attractivité et la reprise économique du territoire (45 M€), et des enveloppes complémentaires pour l'entretien et le renouvellement des voiries (50 M€). Près du tiers du PRE a été réalisé sur la deuxième moitié de l'année 2020.

Enfin, l'exercice budgétaire objet de ce rapport sera pour la première fois audité par un commissaire aux comptes, qui rendra une opinion motivée sur le compte de résultat et le bilan de la collectivité. Toulouse Métropole est la seule métropole française à avoir été retenue pour cette expérimentation nationale. Cette opinion rendue sur les comptes 2020 constituera un étalon pour mesurer les efforts qui seront conduits dans les années avenir pour améliorer la qualité des états financiers de la collectivité, dans un objectif de transparence et de maîtrise des risques financiers.

Budget consolidé

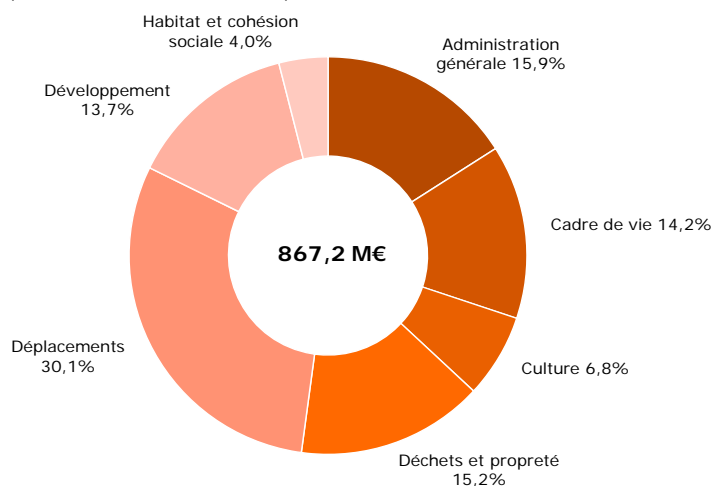
Le budget de la Métropole, se compose d'un budget principal et de 10 budgets annexes.

| En M€ | Fonctionnement | | Investissement | | Total | |
|--------------------------------|-----------------|---------------|----------------|---------------|-----------------|-----------------|
| | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses |
| Budget Principal | 855,22 | 743,78 | 224,19 | 322,51 | 1 079,41 | 1 066,29 |
| Assainissement | 37,18 | 7,38 | 10,87 | 24,14 | 48,04 | 31,52 |
| Eau | 28,64 | 15,18 | 36,64 | 48,27 | 65,28 | 63,45 |
| Oncopôle | 0,91 | 0,13 | 6,83 | 7,68 | 7,74 | 7,81 |
| Activités Immobilières | 13,08 | 9,59 | 3,33 | 5,94 | 16,40 | 15,54 |
| IMT | 4,92 | 5,84 | 0,00 | 2,47 | 4,92 | 8,30 |
| Lasbordes | 0,20 | 0,24 | 0,00 | 0,11 | 0,20 | 0,35 |
| Théâtre et Orchestre | 31,74 | 31,60 | 0,00 | 0,69 | 31,74 | 32,30 |
| Pompes Funèbres | 3,14 | 3,06 | 0,00 | 0,05 | 3,14 | 3,11 |
| Crématorium | 1,46 | 0,83 | 0,00 | 1,48 | 1,46 | 2,31 |
| Déchets | 122,21 | 93,54 | 0,34 | 4,94 | 122,55 | 98,49 |
| Budget Agrégé | 1 098,69 | 911,18 | 282,20 | 418,29 | 1 380,89 | 1 329,47 |
| Mouvements réciproques | 50,92 | 50,26 | 2,34 | 3,00 | 53,26 | 53,26 |
| Budget Consolidé (Réel) | 1 047,77 | 860,92 | 279,86 | 415,29 | 1 327,62 | 1 276,21 |

Tous budgets confondus, **les dépenses réelles consolidées** (retraitées des mouvements réciproques entre budgets) **s'élèvent à 1 276,2 M€ sur l'exercice 2020, dont 867,2 M€ consacrés aux interventions métropolitaines** (inscriptions hors dépenses financières, provisions et versements aux communes).

Le graphique ci-dessous représente les dépenses consolidées, destinées aux services opérationnels, réparties par secteur d'activité :

Répartition des dépenses de la collectivité par secteur
(Dépenses consolidées des services opérationnels, fonctionnement et investissement)



Parmi les principales politiques publiques portées par Toulouse Métropole :

- **La « Mobilité »** concentre la part la plus importante des dépenses de la collectivité avec 261,3 M€ dépensés en 2020, soit plus de 30% du budget consolidé. Ce secteur regroupe les interventions directes sur la voirie mais également les transports et intègre ainsi la participation de la Métropole au

Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération toulousaine pour un montant de 101,3 M€ en 2020.

- La part relative à la compétence « **Déchets et Propreté** » représente 15,2% du budget, soit un montant de 131,9 M€, dont 83,6 M€ pour l'activité « Déchets » et 48,3 M€ pour l'activité « Propreté ».
- Le « **Cadre de Vie** » (14,2% des dépenses consolidées) inclut les compétences « Assainissement » (78,0 M€ dans le cadre, en particulier, des budgets annexes Eau et Assainissement), « Incendie » (20,6 M€ correspondant principalement à la contribution de la Métropole au SDIS), « Environnement » (9,7 M€), « Cimetières » (9,6 M€ relevant majoritairement des budgets annexes Crématorium et Pompes funèbres ainsi que du fonctionnement des cimetières métropolitains) et « Sports » (4,8 M€).
- Les dépenses consacrées au secteur « **Développement** », 119,1 M€ en 2020 soit 13,7% du total des inscriptions, se rapportent aux activités de « Développement économique et recherche » (67,9 M€) et à l'« Aménagement urbain » (51,2 M€).
- En 2020, 59,2 M€ (6,8% du budget consolidé) ont été alloués au secteur de la « **Culture** » et 34,6 M€ (4%) à l'« **Habitat et Cohésion sociale** ».
- Enfin 15,9% des dépenses (138,9 M€) correspondent aux charges de structure de la collectivité.

Budget principal

I. Le suivi de la trajectoire du budget principal

En 2014, une trajectoire financière pluriannuelle pour le budget principal a été définie pour se donner les moyens d'assurer le financement d'un programme d'investissements ambitieux. Ainsi, depuis 2015, la présentation du compte administratif permet de confronter cette trajectoire à la réalité de l'exécution.

| EPARGNE NETTE | | | | | | |
|----------------------|------|------|------|------|------|------|
| en M€ | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| Trajectoire | 36 | 52 | 43 | 38 | 39 | 31 |
| Compte Administratif | 59 | 100 | 55 | 69 | 83 | 29 |

En 2020, l'épargne nette, fortement impactée par la crise de la Covid-19, se situe au niveau prévu dans la trajectoire fixée en 2015, et ce alors même que le périmètre du budget principal a été modifié en 2019 avec la création du budget annexe « Collecte et valorisation des déchets ».

Après retraitement de dépenses conjoncturelles et volontaristes, telles que les provisions nouvelles passées sur l'exercice (+ 17 M€ par rapport au rythme habituel) et les différents « plans » de Toulouse Métropole pour faire face à la crise (environ 10 M€), l'épargne nette resterait près de deux fois supérieure à ce qui avait été prévu en 2015.

| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | | | | | |
|---------------------------|------|------|------|------|------|------|
| en M€ | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| Trajectoire | 240 | 240 | 240 | 240 | 240 | 240 |
| Compte Administratif | 191 | 244 | 346 | 415 | 361 | 247 |

L'exercice 2020 marque la dernière année de réalisation de la PPIM 2015-2020 avec un montant de dépenses d'investissement réalisé proche de la prévision de 2015, et ce malgré les périodes de confinement qui ont conduit au ralentissement de certains chantiers.

Au global, 1,8 milliard de dépenses d'investissement a été réalisé sur la période 2015-2020.

| ANNUITE DE LA DETTE | | | | | | |
|----------------------|------|------|------|------|------|------|
| en M€ | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| Trajectoire | 42 | 50 | 59 | 67 | 75 | 86 |
| Compte Administratif | 37 | 42 | 50 | 61 | 69 | 77 |

Force est de constater que l'ambition portée en matière d'investissement n'a pas conduit à dévier de la trajectoire pluriannuelle l'annuité de la dette, puisque celle-ci est en 2020 d'un montant de près de 10% inférieur à ce qui avait été fixé en 2015.

II. La chaîne de l'épargne

En 2020, les niveaux d'épargne reculent fortement, sous l'effet de plusieurs facteurs conjoncturels.

Tout d'abord, la crise financière a conduit à une perte de recettes évaluée à plus de 8 M€, du fait notamment de la diminution des redevances des fermiers et concessionnaires et de la fermeture des établissements hôteliers dont la conséquence a été la baisse de la taxe de séjour intercommunale.

Les mesures de soutien au secteur associatif, aux publics fragilisés et en faveur de l'emploi et de la relance ont par ailleurs représenté un engagement financier de près de 13 M€ complémentaires en fonctionnement.

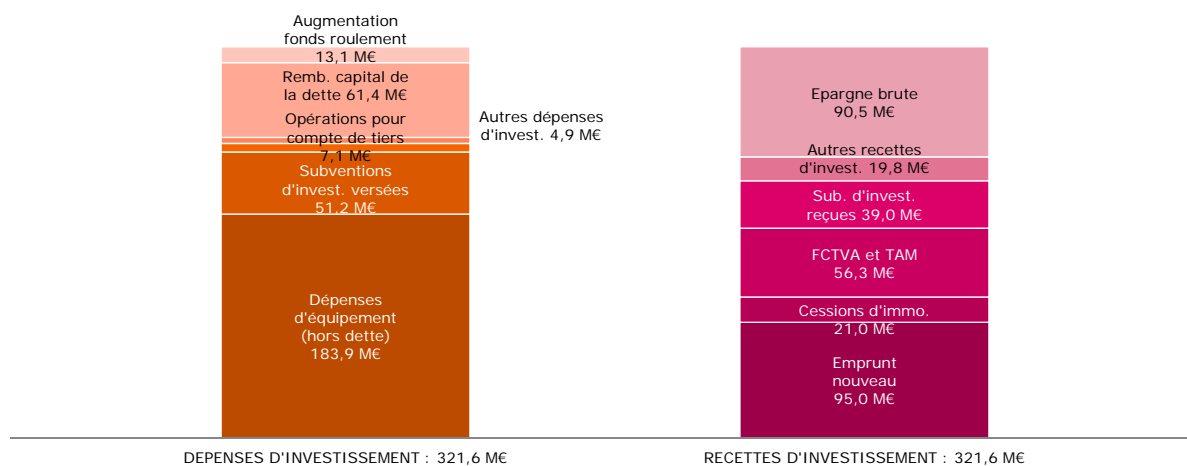
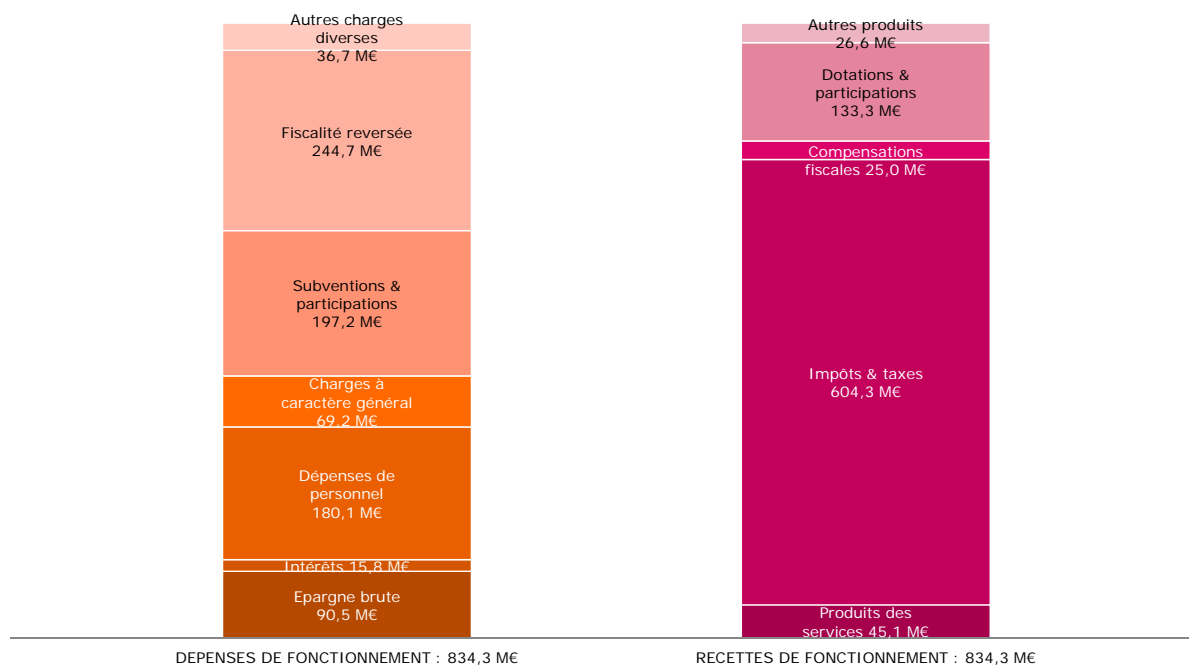
Enfin, dans le cadre de son engagement dans l'expérimentation de la certification des comptes, Toulouse Métropole a été amenée à provisionner plus de 17 M€, afin de se prémunir contre des risques financiers qui pourraient peser sur la collectivité à court et moyen terme.

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| Recettes réelles de fonctionnement (hors prod. fi. & cessions) | 876,64 | 887,15 | 902,31 | 827,58 | 834,12 | 0,8% | 6,55 |
| Produits des services | 43,52 | 37,52 | 44,87 | 48,82 | 45,14 | -7,6% | -3,69 |
| Impôts et taxes | 652,52 | 656,87 | 667,28 | 586,46 | 604,25 | 3,0% | 17,79 |
| Compensations fiscales | 20,24 | 20,85 | 21,00 | 24,15 | 24,98 | 3,4% | 0,83 |
| Dotations et participations (hors comp. fiscales) | 124,81 | 134,20 | 136,56 | 132,70 | 133,30 | 0,5% | 0,60 |
| Autres produits de gestion courante | 32,40 | 33,52 | 29,17 | 32,78 | 13,16 | -59,8% | -19,61 |
| Reprises sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,01 | 2,46 | 2,21 | 13,09 | 491,4% | 10,87 |
| Autres recettes de fonctionnement | 3,16 | 4,19 | 0,97 | 0,45 | 0,20 | -55,5% | -0,25 |
| Dépenses réelles de fonctionnement (hors frais financiers) | 736,77 | 782,21 | 773,33 | 676,10 | 727,96 | 7,7% | 51,86 |
| Achats de biens et services | 73,88 | 84,46 | 87,72 | 73,71 | 69,22 | -6,1% | -4,49 |
| Charges de personnel | 159,79 | 211,07 | 215,44 | 176,38 | 180,06 | 2,1% | 3,68 |
| Reversements aux communes | 282,39 | 235,22 | 240,94 | 234,30 | 239,03 | 2,0% | 4,74 |
| Fonds de péréquation et autres reversements | 5,31 | 4,68 | 5,14 | 5,53 | 5,68 | 2,8% | 0,15 |
| Subventions, participations et contributions | 208,51 | 218,08 | 213,63 | 183,23 | 197,24 | 7,6% | 14,01 |
| Autres charges de gestion courante | 1,76 | 2,31 | 2,06 | 1,03 | 1,37 | 33,4% | 0,34 |
| Dotations aux provisions | 2,21 | 23,88 | 2,87 | 1,82 | 30,98 | 1604,4% | 29,16 |
| Autres charges de fonctionnement | 2,92 | 2,50 | 5,52 | 0,10 | 4,37 | - | 4,27 |
| Epargne de gestion | 139,87 | 104,94 | 128,98 | 151,48 | 106,16 | -29,9% | -45,31 |
| Charges financières nettes | 11,88 | 13,27 | 13,59 | 14,70 | 15,68 | 6,7% | 0,98 |
| Epargne brute | 127,99 | 91,68 | 115,39 | 136,78 | 90,48 | -33,8% | -46,30 |
| Taux d'épargne brute | 14,60% | 10,33% | 12,79% | 16,53% | 10,85% | -34,4% | 0,00 |
| Remboursement en capital de la dette (retraité) | 28,48 | 36,40 | 46,41 | 53,54 | 61,40 | 14,7% | 7,85 |
| Epargne nette | 99,52 | 55,27 | 68,99 | 83,24 | 29,09 | -65,1% | -54,15 |
| Taux d'épargne nette | 11,35% | 6,23% | 7,65% | 10,06% | 3,49% | -65,3% | 0,00 |
| Dépenses réelles d'investissement (hors dette) | 243,74 | 345,71 | 414,91 | 361,40 | 247,12 | -31,6% | -114,28 |
| Recettes réelles d'investissement (hors dette, y.c. cessions) | 82,97 | 131,91 | 159,30 | 184,35 | 136,14 | -26,2% | -48,21 |
| Emprunt nouveau | 80,02 | 155,99 | 150,56 | 118,88 | 95,01 | -20,1% | -23,87 |

En fin de programmation 2015-2020, les dépenses d'investissement baissent de près de 30% par rapport à l'exercice précédent.

Malgré la baisse, conjoncturelle en grande partie, de l'autofinancement dégagé de la section de fonctionnement, le recours à l'emprunt diminue de 20% en comparaison avec 2019.

Au final, le fonds de roulement de l'exercice 2020 progresse de 13,1 M€.



III. La section de fonctionnement

A. Les recettes de fonctionnement

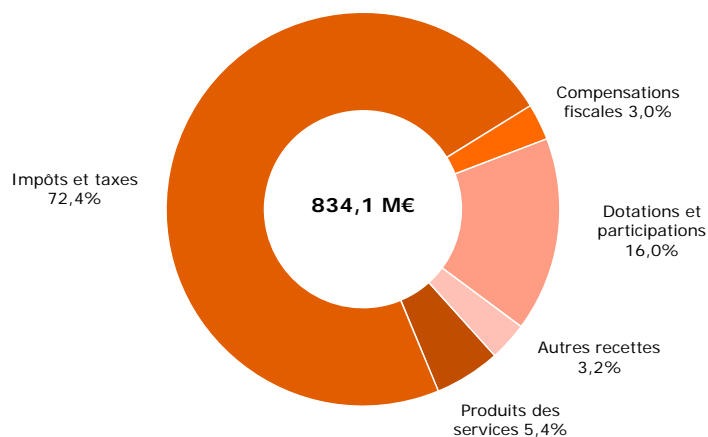
| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| Produits des services | 43,52 | 37,52 | 44,87 | 48,82 | 45,14 | -7,6% | -3,69 |
| Impôts et taxes | 652,52 | 656,87 | 667,28 | 586,46 | 604,25 | 3,0% | 17,79 |
| Compensations fiscales | 20,24 | 20,85 | 21,00 | 24,15 | 24,98 | 3,4% | 0,83 |
| Dotations et participations (hors comp. fiscales) | 124,81 | 134,20 | 136,56 | 132,70 | 133,30 | 0,5% | 0,60 |
| Autres produits de gestion courante | 32,40 | 33,52 | 29,17 | 32,78 | 13,16 | -59,8% | -19,61 |
| Reprises sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,01 | 2,46 | 2,21 | 13,09 | 491,4% | 10,87 |
| Autres recettes de fonctionnement | 3,16 | 4,19 | 0,97 | 0,45 | 0,20 | - | -0,25 |
| Recettes de fonctionnement (hors prod. fi. & cessions) | 876,64 | 887,15 | 902,31 | 827,58 | 834,12 | 0,8% | 6,55 |

La crise sanitaire et ses impacts économiques ont des conséquences directes sur les produits de fonctionnement, expliquant pour partie la faible progression des recettes (+6,6 M€).

La fiscalité au sens large comprenant les compensations fiscales représente 75 % des recettes de fonctionnement. Malgré l'impact de la crise économique sur la taxe de séjour et sur le prélèvement des produits des jeux, en 2020 les produits issus de la fiscalité restent dans la dynamique des années précédentes en hausse de près de 18 M€.

Cette progression permet de compenser la perte des recettes de près de 24 M€ liée au moindre versement de redevances des délégataires des services publics ainsi qu'à la diminution des produits des services du fait de la fermeture d'un certain nombre d'équipements.

Répartition des recettes de fonctionnement par nature
(hors produits financiers et cessions)



1. Impôts, taxes et compensations fiscales

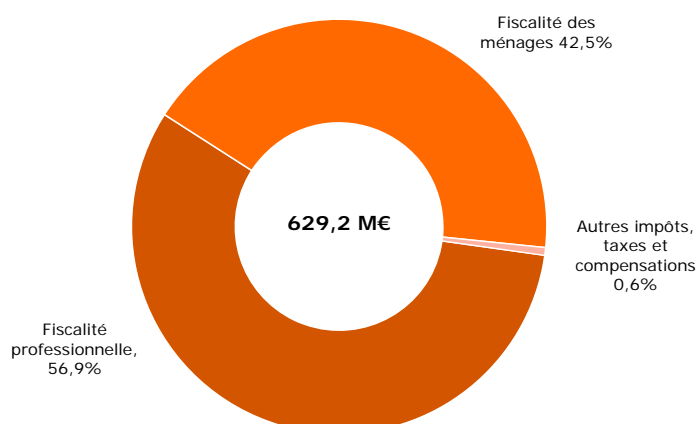
| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| Fiscalité professionnelle | 330,56 | 327,78 | 328,91 | 343,17 | 357,80 | 4,3% | 14,63 |
| Fiscalité directe | 290,32 | 288,39 | 289,97 | 301,27 | 315,53 | 4,7% | 14,26 |
| Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) | 172,81 | 180,85 | 183,05 | 187,05 | 193,32 | 3,4% | 6,27 |
| Cot. sur valeur ajoutée des entreprises (CVAE) | 93,69 | 90,19 | 90,53 | 95,91 | 106,71 | 11,3% | 10,80 |
| Taxe sur surfaces commerciales (TASCOM) | 8,81 | 10,74 | 8,92 | 9,65 | 8,91 | -7,6% | -0,74 |
| Imp. forfaitaire entreprises de réseaux (IFER) | 2,55 | 2,84 | 3,06 | 3,22 | 3,37 | 4,6% | 0,15 |
| Rôles complémentaires et supplémentaires pro. | 12,46 | 3,77 | 4,41 | 5,44 | 3,22 | -40,8% | -2,22 |
| Fiscalité reversée et compensations | 40,24 | 39,39 | 38,93 | 41,90 | 42,28 | 0,9% | 0,38 |
| Fonds Nat. de Garantie Indiv. des Ressources | 24,64 | 24,64 | 24,61 | 24,63 | 24,63 | 0,0% | 0,00 |
| Compensation réforme de la TP (DCRTP) | 15,25 | 14,60 | 14,31 | 13,92 | 13,72 | -1,4% | -0,20 |
| Compensation au titre de la CET (CVAE et CFE) | 0,35 | 0,14 | 0,01 | 3,35 | 3,93 | 17,3% | 0,58 |
| Fiscalité des ménages | 239,54 | 245,06 | 251,03 | 261,10 | 267,63 | 2,5% | 6,52 |
| Fiscalité directe | 234,90 | 238,96 | 244,35 | 254,22 | 260,29 | 2,4% | 6,07 |
| Taxe d'Habitation (TH) | 164,46 | 167,94 | 171,24 | 178,27 | 183,14 | 2,7% | 4,87 |
| Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) | 66,81 | 68,31 | 70,21 | 72,40 | 74,06 | 2,3% | 1,66 |
| Taxe Foncier Non Bâti (TFNB) et taxe additionnelle | 1,23 | 1,23 | 1,27 | 1,28 | 1,29 | 0,9% | 0,01 |
| Rôles complémentaires et supplémentaires ménages | 2,40 | 1,48 | 1,63 | 2,27 | 1,80 | -20,7% | -0,47 |
| Fiscalité reversée et compensations | 4,64 | 6,10 | 6,68 | 6,88 | 7,34 | 6,6% | 0,45 |
| Compensation des exonérations de TF | 0,38 | 0,25 | 0,50 | 0,28 | 0,30 | 5,2% | 0,01 |
| Compensation des exonérations de TH | 4,26 | 5,84 | 6,17 | 6,60 | 7,04 | 6,6% | 0,44 |
| Fraction compensatoire de TFPB et TH (TVA) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres impôts, taxes et compensations | 102,70 | 104,86 | 108,33 | 6,33 | 3,80 | -40,0% | -2,53 |
| Taxe de séjour et taxe additionnelle | 2,85 | 4,78 | 5,27 | 5,97 | 3,59 | -39,9% | -2,38 |
| Prélèvement sur les produits des jeux | 0,23 | 0,25 | 0,24 | 0,29 | 0,00 | -100,0% | -0,29 |
| Taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères | 97,92 | 99,74 | 102,72 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Divers impôts, taxes et compensations | 1,70 | 0,09 | 0,10 | 0,07 | 0,21 | 220,3% | 0,14 |
| Impôts, taxes et compensations fiscales | 672,76 | 677,71 | 688,28 | 610,61 | 629,24 | 3,0% | 18,62 |

Les recettes fiscales constituent la majeure partie des ressources de fonctionnement de la Métropole.

Ces ressources fiscales proviennent de la fiscalité professionnelle (Cotisation Foncière des Entreprises et Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises majoritairement), de la fiscalité ménages (taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti et non bâti).

L'exercice 2020 est marqué par la stabilité des taux tant pour les ménages que pour les entreprises.

Répartition des impôts, taxes et compensations fiscales



a. La fiscalité professionnelle

La fiscalité professionnelle représente 57 % du total des ressources fiscales ; elle regroupe les produits ci-dessous.

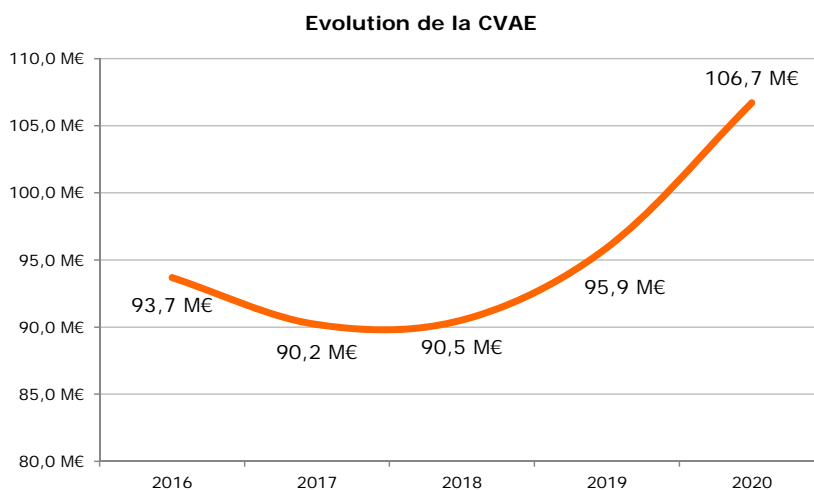
i. La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) : 193,3 M€

La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) est la première ressource de la Métropole, avec un produit pour 2020 de 193,3 M€ (187,1 M€ en 2019).

Son assiette est liée à la valeur locative des biens utilisés par les entreprises. Le soutien apporté par les acteurs publics à l'économie a permis de maintenir l'activité du territoire et donc de conserver un produit en croissance. Cependant, son dynamisme pourrait être ralenti dans les années à venir avec la suppression progressive des aides publiques.

ii. La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) : 106,7 M€

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) s'est élevée à 106,7 M€ en 2020 (95,9 M€ en 2019). Pour mémoire, la Métropole n'a pas de pouvoir de taux sur cet impôt. L'assiette de la CVAE est particulièrement exposée à la conjoncture économique. Les recettes perçues en 2020 correspondent à ce que les entreprises ont payé en 2019. Si la crise économique n'impacte pas le produit 2020, elle aura nécessairement une incidence sur les encaissements des années à venir dont les effets seront accentués par la structure économique du territoire particulièrement lié au secteur aéronautique. Le creux de la vague pour le produit de CVAE est attendu pour 2022 et l'évolution du produit sera extrêmement sensible à la reprise économique métropolitaine.



iii. Les Impositions Forfaitaires des Entreprises de Réseaux (IFER) : 3,4 M€

L'IFER concerne les entreprises exerçant leur activité dans le secteur de l'énergie, du transport ferroviaire et des télécommunications. Le produit des IFER s'est élevé à 3,4 M€ en 2020 (3,2 M€ en 2019).

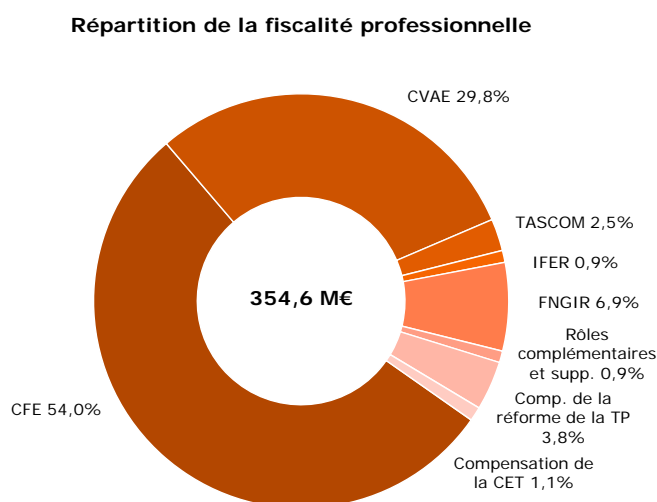
iv. *La Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM) : 8,9 M€*

Les commerces exploitant une surface de vente au détail de plus de 400 m² ou de 4 000 m² sur l'ensemble de leurs réseaux et réalisant un chiffre d'affaires hors taxe à partir de 460 000 € sont soumis à la TASCOM, dont le tarif appliqué varie en fonction du chiffre d'affaires ramené au m².

Le produit de la TASCOM s'élève à 8,9 M€ (9,7 M€ en 2019). Cette baisse est liée aux modalités d'encaissement de cette taxe modifiées en 2017 et qui viennent gonfler le produit 2019.

v. *La Taxe de Séjour Intercommunale (TSI) : 3,6 M€*

La taxe de séjour est en diminution du fait de la baisse brutale de fréquentation sur le 1^{er} semestre en raison du confinement du printemps et de l'exonération de la taxe sur la période du 6 juillet au 31 décembre 2020 en soutien aux hébergeurs.

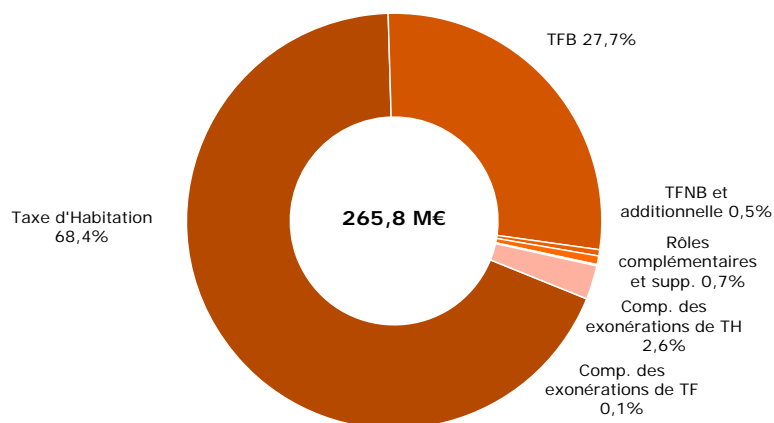


b. La fiscalité ménages

La fiscalité ménages issue des produits générés au titre de la taxe d'habitation, du foncier bâti et non bâti et de la taxe additionnelle au foncier non bâti est pour 2020 de 260,3 M€. La fiscalité collectée auprès des ménages représente 42,5% des ressources fiscales. La taxe d'habitation représente à elle seule 68,4% du total de la fiscalité ménages.

Le processus de suppression progressive de la taxe d'habitation sur les résidences principales doit aboutir en 2023. Pour les communes, la disparition du produit correspondant intervient en 2021 et sera compensée par le transfert de la taxe foncière du département corrigée d'un coefficient correcteur.

Répartition de la fiscalité des ménages



2. Les dotations et participations

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| Dotation Globale de Fonctionnement | 114,97 | 107,35 | 105,91 | 105,19 | 105,09 | -0,1% | -0,10 |
| DGF - Dotation d'intercommunalité | 17,10 | 12,20 | 12,75 | 14,17 | 15,73 | 11,0% | 1,56 |
| DGF - Dotation de compensation | 97,87 | 95,15 | 93,16 | 91,02 | 89,36 | -1,8% | -1,66 |
| FCTVA | 0,00 | 0,17 | 0,76 | 0,32 | 0,50 | 57,8% | 0,18 |
| Participations | 9,73 | 26,69 | 29,90 | 27,19 | 27,71 | 1,9% | 0,52 |
| Dotations et participations (hors comp. fiscales) | 124,81 | 134,20 | 136,56 | 132,70 | 133,30 | 0,5% | 0,60 |

a. La dotation globale de fonctionnement

La dotation globale de fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre comprend deux éléments :

- la dotation d'intercommunalité ;
- la dotation de compensation.

i. La dotation d'intercommunalité, modifiée par la loi de finances initiale pour 2019

La loi de finances initiale pour 2019 a profondément réformé la dotation d'intercommunalité, avec comme évolutions majeures :

- L'instauration d'une enveloppe unique en lieu et place des cinq enveloppes qui antérieurement correspondaient aux différentes catégories d'EPCI ;
- Le montant de dotation par habitant était, jusqu'à 2019, différencié selon la catégorie d'EPCI. Les valeurs de points prises en compte sont désormais identiques pour tous les EPCI ;
- L'introduction d'une nouvelle variable « revenu des ménages », en complément de la répartition habituelle établie en fonction du coefficient d'intégration fiscale et du potentiel fiscal ;

- Un abondement complémentaire de 30 M€ pérennisé chaque année, mais financé par les collectivités elles-mêmes, via l'écrêtement de la dotation forfaitaire des communes notamment ;
- Une fourchette de variation des attributions limitée à 10% à la hausse et 5% à la baisse d'une année sur l'autre.

ii. *Les principaux critères de répartition de la dotation d'intercommunalité*

La population

La population DGF d'un EPCI correspond à la somme des populations DGF de ses communes membres (y compris les résidences secondaires et les places de caravanes).

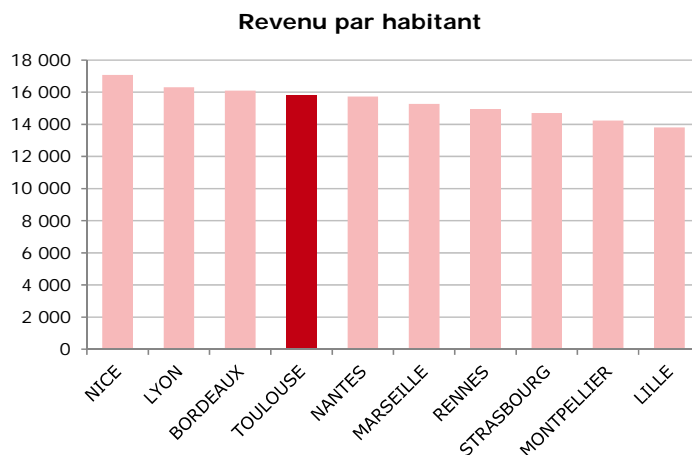
Soit pour Toulouse Métropole, une population DGF de 793 002 habitants

Le revenu par habitant

Pour le calcul du revenu par habitant, le critère retenu est celui de la population INSEE des communes membres (et non la population dite DGF).

Soit pour Toulouse Métropole, population INSEE de 780 995 habitants au 1er janvier 2020

Soit pour Toulouse Métropole, un revenu/habitant de 15 794 €



En comparaison avec les dix plus grandes métropoles (hors Paris), Toulouse se situe au-dessus de la moyenne, en quatrième position.

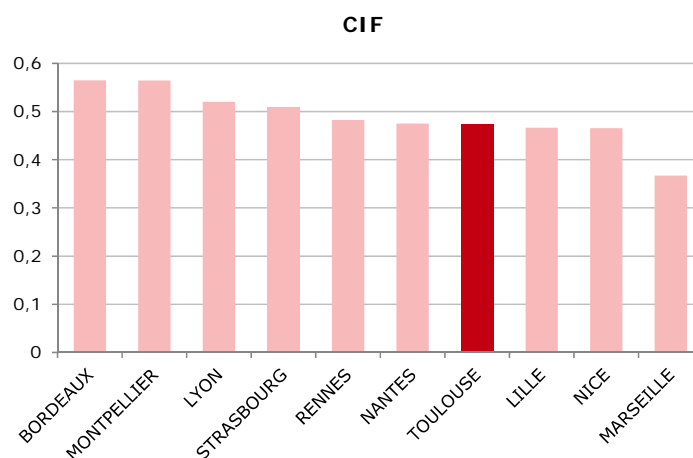
Le coefficient d'intégration fiscale

Le coefficient d'intégration fiscale a pour objet de mesurer l'intégration d'un EPCI, puisqu'il existe une corrélation très forte entre le volume des compétences exercées par l'ensemble intercommunal et les produits fiscaux que ce dernier perçoit.

Il se calcule à partir de la part de fiscalité perçue et conservée par un EPCI, après déduction des reversements aux communes (totalité de l'Attribution de Compensation et moitié de la Dotation de Solidarité Communautaire), rapportée au total de la fiscalité intercommunale et communale.

Soit pour Toulouse Métropole, CIF à 47,30%

A titre d'information le CIF était de 39,94% en 2015, attestant ainsi de l'intégration croissante de la Métropole.



Cependant, Toulouse Métropole reste en retrait par rapport aux principales métropoles et se positionne en septième rangs de notre échantillon.

iii. Evolution de la dotation globale de fonctionnement

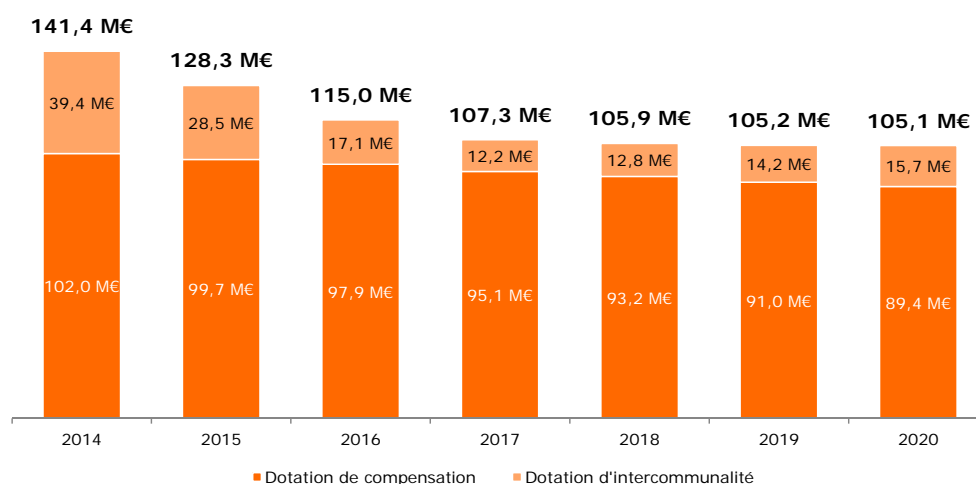
La contribution au redressement des comptes publics pour les métropoles a été ponctionnée sur la dotation d'intercommunalité. Pour mémoire, elle est passée de 39,4 M€ en 2014 à 12,75 M€ à l'issue de la période d'application du pacte de stabilité en 2018. La réforme de 2019 se traduit par une légère reprise pour cette part de DGF confirmée en 2020.

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| Dotation d'intercommunalité avant minoration | 45,35 | 46,11 | 46,65 | 14,17 | 15,73 | 11,0% | 0,00 |
| Contribution redressement des comptes publics | -28,30 | -33,90 | -33,90 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Dotation d'intercommunalité perçue | 17,10 | 12,20 | 12,75 | 14,17 | 15,73 | 11,0% | 1,56 |
| Dotation de compensation | 97,87 | 95,15 | 93,16 | 91,02 | 89,36 | -1,8% | -1,66 |
| Dotation Globale de Fonctionnement | 114,97 | 107,35 | 105,91 | 105,19 | 105,09 | -0,1% | -0,10 |

Toutefois, entre 2019 et 2020, au global la dotation de fonctionnement est en légère diminution (-0,1%) puisque la progression de la dotation d'intercommunalité est compensée par la perte liée à la dotation de compensation, qui est depuis plusieurs années une des variables d'ajustement de l'enveloppe globale de DGF.

Le graphique ci-dessous permet de visualiser l'évolution de ces deux composantes sur la période 2014-2020.

Evolution de la Dotation Globale de Fonctionnement



b. Le FCTVA et les participations

Le versement du FCTVA au titre des dépenses de fonctionnement s'élève à 0,5 M€ soit une progression de + 0,2 M€ par rapport au niveau constaté en 2019.

La participation principale correspond au versement de la dotation du département suite au transfert de compétence de 2016 pour un montant défini de 18,8 M€.

La participation de Toulouse Métropole à des appels à projets européens ou nationaux a permis de percevoir un peu plus de 4,5 M€ dont notamment :

- Commute : 1,04 M€ dont 0,8 M€ au titre des actions prévues par les partenaires,
- I-HEROS : 1,12 M€ dont 0,7 M€ au titre des actions prévues par les partenaires,
- ECO-MODE : 1,29 M€ dont 1,2 M€ au titre des actions prévues par les partenaires,
- Plan pauvreté : 1 M€.

Cet item comprend également les participations perçues au titre de la loi OUDIN (0,76 M€), des actions en faveur de l'Habitat dont « logement d'abord » (0,7 M€), le fonds de solidarité logement (0,3 M€) et le remboursement de certaines dépenses via le fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (1 M€). On retrouve également le FSE pour un montant de 0,05 M€.

3. Les produits des services

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|----------------|
| Redevances d'utilisation du domaine | 1,76 | 2,22 | 4,71 | 7,55 | 6,12 | -19,0% | -1,43 |
| Redevance d'occupation du domaine public | 1,72 | 1,58 | 1,67 | 1,75 | 1,99 | 14,1% | 0,25 |
| Red. stationnement et forfait post-stationnement | 0,01 | 0,03 | 2,45 | 5,06 | 3,20 | -36,8% | -1,86 |
| Autres redevances d'utilisation du domaine | 0,03 | 0,61 | 0,58 | 0,75 | 0,93 | 24,4% | 0,18 |
| Redevances et droits des services | 4,85 | 4,67 | 4,75 | 2,46 | 0,79 | -68,1% | -1,68 |
| Mise à disposition de personnel | 20,64 | 11,98 | 12,26 | 12,27 | 10,30 | -16,1% | -1,97 |
| Remboursement de frais | 8,34 | 9,08 | 12,45 | 19,22 | 21,16 | 10,1% | 1,95 |
| Autres produits des services | 7,93 | 9,57 | 10,70 | 7,32 | 6,77 | -7,5% | -0,55 |
| Produits des services | 43,52 | 37,52 | 44,87 | 48,82 | 45,14 | -7,6% | -3,69 |

Directement dépendants de l'activité des services publics, les produits des services affichent une baisse de 3,7 M€, conséquence de l'état d'urgence sanitaire.

Après une montée en charge depuis sa mise en œuvre, **le forfait post-stationnement est en diminution de 1,9 M€**, en raison de la baisse de fréquentation du centre-ville et de la gratuité du stationnement instaurée pendant le confinement du printemps 2020.

Les recettes des services publics tarifés diminuent de 1,7 M€, s'expliquant principalement par la fermeture des équipements culturels. Les recettes perçues au titre de l'archéologie préventive diminuent de près de 0,7 M€ du fait de la baisse du nombre de fouilles réalisées.

Les redevances d'occupation du domaine public perçues principalement au titre des concessions de distribution de gaz suivent la tendance des derniers exercices avec une évolution de 0,2 M€.

Les mises à disposition de personnel et de remboursement de frais sont stables et s'élèvent à 31,5 M€. Cela concerne notamment :

- les refacturations à la Mairie de Toulouse qui constituent les principales recettes de refacturation notamment au titre de prestations informatiques (5,1 M€) et de masse salariale (4,7 M€),
- 4,6 M€ pour des remboursements de personnel entre les budgets annexes dont 4,3 M€ pour le budget annexe Collecte et Valorisation des Déchets, 0,3 M€ pour le budget annexe Activité Immobilière et 0,03 pour le budget Crématorium ;
- les remboursements des prestations du budget Principal au budget annexe Collecte et Valorisation des Déchets à hauteur de 9,75 M€, au budget annexe Orchestre National et Théâtre du Capitole pour un montant de 0,04 M€, aux budgets annexes Eau et Assainissement pour 1,4 M€, au budget annexe Pompes Funèbres à hauteur de 0,03 M€.

Il convient de noter que Toulouse Métropole a perçu un remboursement de 0,7 M€ de la part des communes membres concernées pour l'acquisition des masques non conventionnels distribués à la population.

4. Autres produits de gestion courantes

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|----------------|
| Revenus des immeubles | 1,90 | 1,11 | 1,05 | 1,71 | 0,54 | -68,6% | -1,17 |
| Redevances des fermiers et concessionnaires | 28,73 | 26,04 | 25,81 | 25,55 | 9,73 | -61,9% | -15,82 |
| Autres produits | 1,76 | 6,38 | 2,32 | 5,52 | 2,90 | -47,5% | -2,62 |
| Autres produits de gestion courante | 32,40 | 33,52 | 29,17 | 32,78 | 13,16 | -59,8% | -19,61 |

Les autres produits de gestion courante ont été impactés par la crise sanitaire avec une baisse de près de 60% constatée au CA 2020 par rapport à 2019.

Les revenus des immeubles affichent une forte baisse de 69%. Les recettes liées à la mise à disposition du Stadium (pour mémoire en 2019 : accueil des matchs du SASP

Rodez et du concert de Big Flo et Oli) sont nulles soit une perte d'environ 0,7 M€. En soutien au Centre Dramatique National Occitanie, l'assemblée délibérante a décidé de l'exonérer partiellement du loyer du théâtre de la Cité suite à la fermeture de l'équipement. Cette mesure pèse pour -0,24 M€.

La variation à la baisse **des redevances des fermiers et concessionnaires** s'expliquent par :

- la fin des contrats d'Eau et d'Assainissement de la Mairie de Toulouse dont la redevance perçue en 2019 s'élevait à 12 M€ contre 2,3 M€ en 2020 au titre des deux derniers mois d'exécution du contrat soit une baisse de près de 10 M€ ;
- le versement exceptionnel en 2019 du troisième versement de la redevance initiale capitalisée au titre du contrat de délégation de service public des parkings exploités par la société « les parcs de Toulouse » pour un montant de 5,33 M€ HT ;
- la conjoncture économique entraînant une baisse des redevances perçues pour un montant de près de 1,7 M€, dont 1M€ au titre de l'exploitation du PEX, 0,6 M€ pour le Centre des Congrès et le Zénith et 0,1 M€ pour le MIN.

5. Reprise de provisions

L'exercice 2020 est marqué par la reprise de provisions pour un montant de 13 M€ contre 2,2 M€ en 2019.

Ce montant fait suite au jugement définitif rendu décomposé comme suit :

- Domaine personnel : 0,26 M€,
- Domanialité : 0,05 M€,
- Domaine droit de la commande publique et aides économiques : 11,48 M€ dont deux jugements de contentieux importants ont été rendus avec une issue défavorable pour Toulouse Métropole :
 - o Annulation des titres de recettes émis à l'encontre de parking Vinci / Toulouse stationnement pour 4,5 M€,
 - o Affaire Lyonnaise des eaux sur les contrats des concessions relatifs à l'assainissement et à la distribution de l'eau potable de la Ville de Saint Orens pour 3,5 M€.
- Domaine urbanisme et aménagement : 1,2 M€ au titre de jugements défavorables condamnant Toulouse Métropole à annuler deux titres de perception de taxe d'aménagement majorée pour un montant de 845K€.

B. Les dépenses de fonctionnement

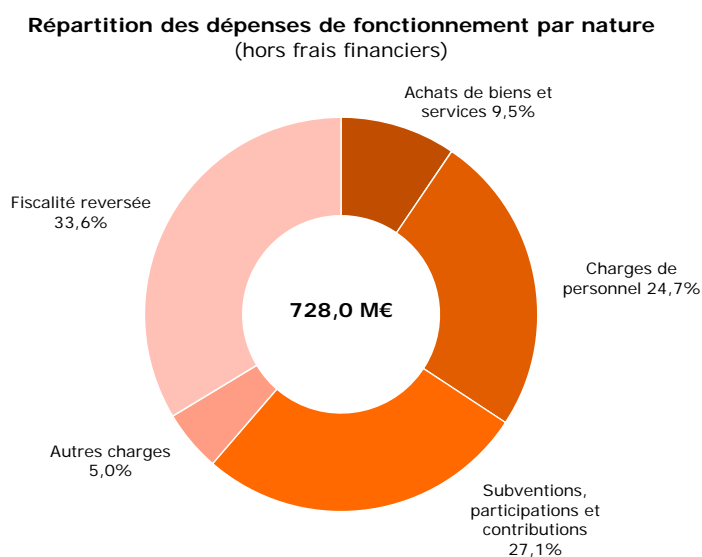
| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| Dépenses d'intervention | 449,07 | 542,30 | 527,24 | 436,27 | 483,24 | 10,8% | 46,97 |
| Achats de biens et services | 73,88 | 84,46 | 87,72 | 73,71 | 69,22 | -6,1% | -4,49 |
| Charges de personnel | 159,79 | 211,07 | 215,44 | 176,38 | 180,06 | 2,1% | 3,68 |
| Subventions, participations et contributions | 208,51 | 218,08 | 213,63 | 183,23 | 197,24 | 7,6% | 14,01 |
| Dotations aux provisions | 2,21 | 23,88 | 2,87 | 1,82 | 30,98 | 1604,4% | 29,16 |
| Autres charges de fonctionnement | 4,68 | 4,81 | 7,59 | 1,13 | 5,74 | 407,3% | 4,61 |
| Fiscalité reversée | 287,70 | 239,91 | 246,09 | 239,83 | 244,72 | 2,0% | 4,89 |
| Reversements aux communes | 282,39 | 235,22 | 240,94 | 234,30 | 239,03 | 2,0% | 4,74 |
| Fonds de péréquation et autres reversements | 5,31 | 4,68 | 5,14 | 5,53 | 5,68 | 2,8% | 0,15 |
| Dépenses de fonctionnement (hors frais financiers) | 736,77 | 782,21 | 773,33 | 676,10 | 727,96 | 7,7% | 51,86 |

En 2018, Toulouse Métropole s'est engagée auprès de l'Etat à respecter la trajectoire d'évolution des dépenses de fonctionnement (+1,35 % par an). La première loi d'urgence de 2020 pour faire face à l'épidémie de la Covid-19 a suspendu les obligations de limitation d'augmentation des dépenses de fonctionnement pour l'année 2020 et les suivantes.

Deux faits marquants expliquent la progression des dépenses d'intervention :

- L'impact de la crise sanitaire qui se traduit par une baisse des dépenses des achats de biens et services mais également par de nouvelles dépenses liées notamment aux mesures du plan de relance pour l'emploi (6,5 M€), aux aides versées aux entreprises prévues par le plan d'urgence en faveur du tissu économique (4,53 M€) et au plan de soutien de lutte contre la précarité et les exclusions (0,6 M€).
- dans le cadre de la démarche d'expérimentation de la certification des comptes de nouvelles provisions ont été passées sur l'exercice 2020 pour près de 30 M€ contre 1,8 M€ en 2019.

Une fois retraitée des provisions, la progression des dépenses réelles de fonctionnement serait de 3,9 %.



1. Les reversements de fiscalité

a. L'attribution de compensation

L'attribution de compensation a pour objet de garantir la neutralité budgétaire des transferts. Chaque nouveau transfert de compétence entre l'EPCI et ses communes membres entraîne donc un ajustement de cette attribution.

Plusieurs dossiers ont été présentés lors de la dernière Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges, tenue en novembre 2020.

Tout d'abord, des corrections ont été apportées aux enveloppes locales de voirie des communes de Cornebarrieu, Castelnest et Bruguières.

Ensuite, une majoration de l'attribution compensation de Blagnac est prévue à compter de 2020 en lien avec le transfert de l'équipement Aéroscopia, reconnu d'intérêt métropolitain par délibération du 8 novembre 2018.

Enfin, la retenue au titre des services communs a été actualisée. En effet, cette retenue se compose désormais d'une provision au titre de l'année N et d'une régularisation au titre de l'année précédente. Ainsi, la retenue sur l'attribution de compensation comprend, d'une part, la provision du coût annuel de ces services communs pour l'exercice 2020 et, d'autre part, la régularisation au titre de l'exercice 2019. Au final, la retenue au titre des services communs s'élève à 39,38 M€.

Compte tenu de tous ces éléments, l'attribution de compensation pour 2020 s'élève à 216,48 M€

b. La dotation de solidarité communautaire

En 2020, une progression de 1,5 M€ de la dotation de solidarité communautaire a été votée. Cet abondement permet de porter la dotation de solidarité communautaire à 22,55 M€.

Les modalités de répartition de la dotation de solidarité communautaire n'ont pas évolué en 2020 et se décomposent comme suit :

– **le tronc commun qui représente 70 % de la DSC avec 15,7 M€**

Les critères de répartition de cette première enveloppe sont la population INSEE de l'année en cours et les indices de péréquation de l'année précédente, à savoir :

- le potentiel fiscal 4 taxes par habitant (pour 75 % de l'indicateur de péréquation) ;
- le revenu par habitant (pour 25 % de l'indicateur de péréquation) ;
- l'effort fiscal qui vient pondérer cet indicateur.

Toutes les communes bénéficient de cette première part.

- **la dotation de rattrapage qui représente 14 % de la DSC avec 3,25 M€**
Cette part bénéficie aux communes connaissant une insuffisance de ressources (ramenées à l'habitant) sous réserve d'avoir un effort fiscal comparable à la strate.
- **la garantie DGF qui représente 16 % de la DSC avec 3,55 M€**
Cette part est attribuée aux seules communes qui bénéficient de la dotation de rattrapage. Introduite en 2013, cette nouvelle part avait pour objectif d'éviter que des communes souffrant d'une insuffisance forte de leurs moyens au regard des communes de même taille soient pénalisées par la réforme des critères de répartition de la DGF.
- **la garantie qui représente 0,2% de la DSC avec 51 K€**
Neuf communes bénéficient d'une part dite de garantie, instaurée pour faire en sorte que le montant alloué en année N ne puisse être inférieur à celui de l'année N-1.

c. Le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales

Le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) est un dispositif de péréquation horizontale qui consiste à prélever des ressources à certaines communes et intercommunalités au bénéfice de communes et intercommunalités moins favorisées. Au regard, de son potentiel financier agrégé, l'ensemble intercommunal de Toulouse Métropole (EPCI et communes membres) est contributeur au FPIC.

Cette contribution s'élève en 2020 à 10,55 M€. Elle est répartie entre Toulouse Métropole et ses communes membres à partir du coefficient d'intégration fiscale. Ainsi, Toulouse Métropole contribue à hauteur de 4,99 M€ et ses communes membres pour 5,56 M€. La ventilation du prélèvement entre les communes membres se fait en fonction des potentiels financiers par habitant et des populations des communes.

Il est possible pour les communes et EPCI de moduler cette répartition dite de droit commun mais cette option n'a pas été utilisée par Toulouse Métropole jusqu'à présent.

2. Les achats de biens et services

Les achats de biens et services pèsent pour 9,5 % des dépenses réelles de fonctionnement et s'élèvent à 69,2 M€.

Le recul des dépenses de 4,5 M€ est la conséquence directe de la situation actuelle. En effet, d'une part de nombreux évènements n'ont pas pu se tenir et d'autre part l'activité a été réduite du fait à la fois de la fermeture des équipements (Museum – Quai des Savoirs – entretien stadium après match, etc.) mais aussi du confinement du printemps 2020. A titre d'exemple, les dépenses de fluides ont diminué de plus d'1 million d'euros. A cela s'ajoute la conclusion d'un nouveau contrat d'assurance en baisse de 0,7 M€.

Ces diminutions ont permis de compenser les dépenses supplémentaires en lien avec la situation sanitaire (EPI, nettoyage) pour 2,4 M€, dont 1 M€ d'achat de masques à destination de la population pour lesquels Toulouse Métropole a été remboursée par les communes, et a bénéficié d'une contribution de l'Etat.

3. Les charges de personnel

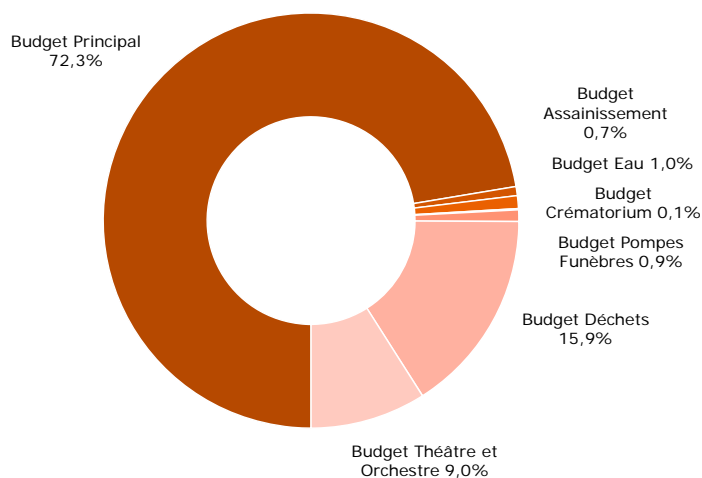
a. Données consolidées : budget principal et budgets annexes

i. Evolution des effectifs

Pour 2020, l'effectif moyen annuel payé se situe (tous budgets confondus) à 5 220 agents (permanents et non permanents, hors horaires et vacataires), soit une augmentation de l'ordre + 1,5 % par rapport à 2019.

Le budget principal représente 72,3% de l'effectif global tous budgets confondus.

Répartition des effectifs de la collectivité par budget



ii. Evolution de la masse salariale

En 2020, les charges de personnel se sont élevées à 241 430 895 €, soit une légère baisse de -0,7 % par rapport à 2019 (tous budgets retraités des charges de mutualisation et mouvements réciproques).

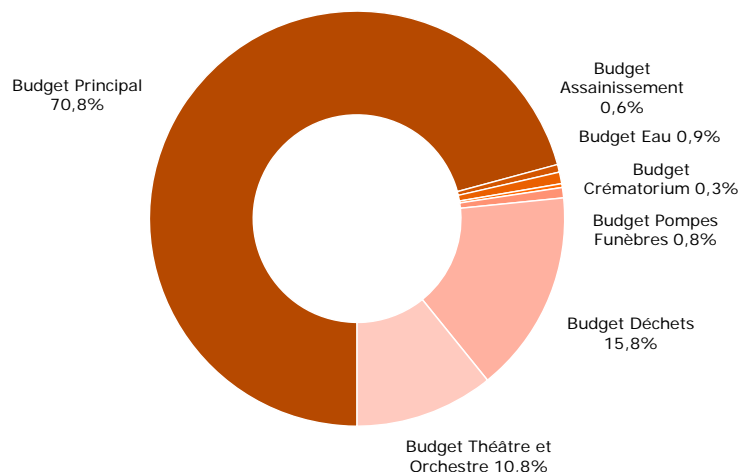
Cette tendance à la baisse concerne principalement les budgets annexes notamment sur le budget du TONC (-10,2% par rapport au CA 2019).

Cette baisse, essentiellement liée au contexte, vient contrebalancer une évolution en hausse qui correspond principalement à l'accroissement du Glissement Vieillesse Technicité (GVT), à la réforme « modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations (dite « PPCR ») et aux impacts de la crise sanitaire (cf. infra).

S'agissant des charges de personnel, l'impact de la crise sanitaire est estimé (budget principal + budgets annexes) pour 2020 à 822 000 € :

- « prime COVID » : + 1,2 M€
- Réduction de charges et participations : - 0,4 M€

Répartition de la masse salariale par budget



d. Budget Principal de la métropole

Les effectifs sont en augmentation de + 0,5 % par rapport à 2019.

Cette évolution se traduit par une maîtrise de la structure des effectifs permanents (+15 ETP en moyenne consolidée sur l'année) et un soutien à la mise en œuvre des projets structurants portés par la collectivité.

Les frais de personnels du budget principal Toulouse Métropole représentent 70,8 % de la masse salariale totale. Ce budget est en augmentation de + 2,1% par rapport au CA 2019 (avant retraitements), soit une augmentation de + 3,6 M€.

Cette variation s'explique par l'évolution des effectifs (1 M€) d'une part et de la rémunération des agents d'autre part (2 M€), avec l'effet du Glissement Vieillesse Technicité et des évolutions réglementaires liées aux modifications de la rémunération indiciaire (PPCR). Elle intègre également les impacts de la crise sanitaire.

e. Charges de mutualisation

Au titre du schéma de mutualisation, le montant des charges de personnel liées aux services mis à disposition par la métropole à la Mairie de Toulouse s'élève pour l'année 2020 à 8 122 275 € (montant brut), soit un montant net de refacturation de 4 754 471 € (après traitement des flux croisés).

Par ailleurs, les services communs, portés par la Métropole et faisant l'objet d'une prise en compte au titre de l'attribution de compensation, représentent une masse salariale stable de l'ordre de 54 M€.

En définitive, la masse salariale réellement affectée aux interventions métropolitaines est de l'ordre de 116,6 M€ après retraitement des diverses refacturations.

4. Les subventions, participations et contributions

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| Aides à la personne | 0,00 | 2,12 | 1,89 | 1,92 | 2,14 | 11,6% | 0,22 |
| Indemnités, frais de mission et formation des élus | 2,96 | 3,01 | 3,00 | 2,99 | 2,85 | -4,8% | -0,14 |
| Contribution au service d'incendie | 19,34 | 19,49 | 19,69 | 20,06 | 20,26 | 1,0% | 0,20 |
| Participations aux organismes de regroupement | 133,77 | 136,40 | 131,68 | 100,58 | 101,93 | 1,3% | 1,35 |
| Subventions aux fermiers et concessionnaires | 4,63 | 5,16 | 6,58 | 7,07 | 6,91 | -2,2% | -0,15 |
| Subventions aux personnes de droit privé | 11,52 | 15,55 | 16,07 | 17,24 | 22,47 | 30,3% | 5,23 |
| Autres subventions, participations et contributions | 4,42 | 5,40 | 5,51 | 5,33 | 8,70 | 63,2% | 3,37 |
| Déficit des budgets annexes à caractère admin. | 31,88 | 30,94 | 29,20 | 28,04 | 31,97 | 14,0% | 3,93 |
| Subventions, participations et contributions | 208,51 | 218,08 | 213,63 | 183,23 | 197,24 | 7,6% | 14,01 |

Les subventions et participations progressent de + 7,6 % par rapport au compte administratif 2019. Cette évolution est en grande partie consécutive au déploiement des mesures prises dans le cadre des différents plans d'accompagnement mobilisés face à la crise sanitaire.

La mise en œuvre d'aides aux entreprises prévue par le plan d'urgence en faveur du tissu économique, adopté lors du conseil du 30 avril 2020, et la participation de Toulouse Métropole au fonds régional l'OCCAL, relatif à la reprise des activités touristiques, du commerce de proximité et de l'artisanat, représentent 4,53 M€.

La participation au budget annexe Activités Immobilières est de 6,21 M€, contre 2 M€ au CA 2019. Cette évolution comprend l'exonération des loyers et charges pour les entreprises hébergées d'un montant de 3,83 M€ (action 6 du PRE). Sans tenir compte de cette mesure exceptionnelle, la subvention d'équilibre versée s'élèverait à 2,38 M€

La subvention d'équilibre au budget annexe Théâtre et Orchestre National versée est de 25,75 M€ conforme à la trajectoire définie lors du budget primitif 2020.

La contribution au contingent incendie s'élève à 20,26 M€.

Les participations aux organismes de regroupement représentent 51,7% de ce chapitre. Ce poste est principalement constitué de la contribution à Tisséo Collectivités pour 101,35 M€ conformément à la trajectoire définie dans l'étude de soutenabilité budgétaire du plan de déplacements urbains (PDU). Elle était de 100 M€ en 2019.

Ce chapitre intègre également le reversement aux partenaires de leur quote part dans le cadre d'appels à projets pour lesquels Toulouse Métropole est chef de file pour un montant global de 2,25 M€ :

- COMMUTE : 0,72 M€
- ECO MODE : 1,20 M€
- I.HEROS : 0,27 M€
- RAD2CITIZEN : 0,06 M€

Le versement à l'Agence d'Attractivité dans le cadre de la compensation de service public effectué en 2020 est de 5,54 M€. La contribution au SMEAT est de 0,52 M€ et la participation à l'AUAT s'élève à 1,82 M€.

5. Les provisions

L'exercice 2020 est marqué par la constitution de nouvelles provisions pour un montant de 30 M€.

a. Provisions pour risques

Le recensement de nouveaux contentieux a conduit à la constitution de nouvelles provisions décomposées comme suit :

- Domaine assurances : 0,1 M€
- Domaine personnel : 0,2 M€
- Domaine droit de la commande publique et aides économiques : 10,7 M€ dont une demande d'annulation de dix-huit titres de perception ayant pour objet la restitution de trop perçu au titre de la taxe d'aménagement (6,7 M€)
- Domaine urbanisme et aménagement : 6,4 M€ (dont 3 requêtes relative à des titres de Taxe d' Aménagement Majorée pour un montant total de 1 M€ et une requête relative à une demande de rétrocession d'une parcelle privée pour la somme de 4,254 M€)
- GEMAPI : Contentieux relatif au titre émis à l'encontre du Syndicat du Bassin Hers Girou en 2020 pour 199 890,20 €

Il convient de noter une provision pour compte épargne temps d'un montant de 4,5 M€.

b. Provision pour charges

Toulouse Métropole mène depuis 2011 un projet d'implantation de zone d'aménagement concertée sur l'ancien site de l'usine AZF/Braqueville et sur un ancien dépôt de munition du ministère des Armées. Cette zone d'aménagement est réalisée en régie directe par Toulouse Métropole et suivie dans le budget annexe Oncopôle.

L'opération d'aménagement devrait faire apparaître à terminaison une perte évaluée à 8M €. Ainsi, une provision pour perte à terminaison de la ZAC Oncopôle est constituée sur l'exercice 2020. Il n'y avait pas jusqu'à récemment de provisions pour Pertes à Terminaison sur les travaux d'aménagement en régie de la ZAC.

c. Provision pour dépréciation de compte de tiers

Une constitution d'une nouvelle provision pèse pour un montant de 0,6 M€.

Il convient de noter que des ajustements post clôture concernant des provisions complémentaires à réaliser sont demandés par le commissaire au compte et impacte le résultat de l'exercice.

IV. L'investissement et son financement

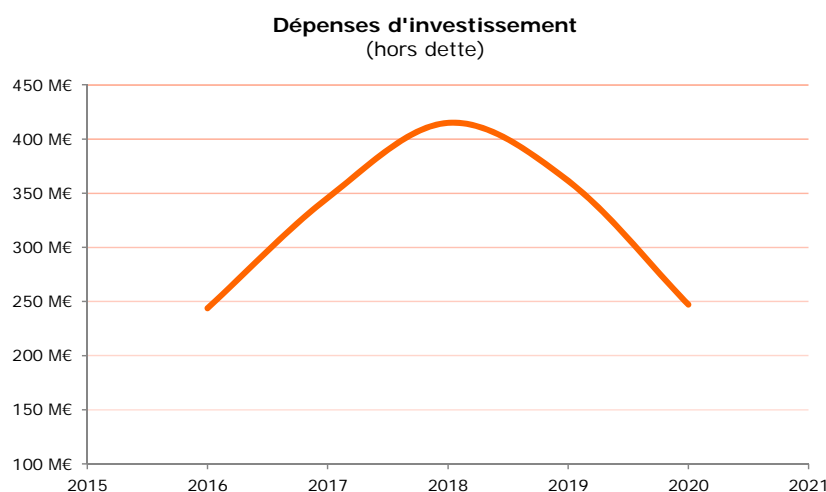
A. Les dépenses d'investissement

1. Les dépenses d'investissement par nature

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| Dépenses d'équipement | 175,59 | 242,65 | 326,44 | 291,91 | 183,93 | -37,0% | -107,98 |
| Immobilisations incorporelles | 6,51 | 7,21 | 7,88 | 7,85 | 9,33 | 18,8% | 1,48 |
| Immobilisations corporelles et en cours | 169,08 | 235,44 | 318,56 | 284,06 | 174,61 | -38,5% | -109,46 |
| Opérations pour compte de tiers | 11,64 | 15,78 | 13,17 | 9,67 | 7,09 | -26,7% | -2,58 |
| Subventions d'investissement versées | 43,81 | 70,14 | 63,22 | 43,66 | 51,15 | 17,2% | 7,49 |
| Autres dépenses d'investissement | 12,69 | 17,14 | 12,08 | 16,16 | 4,95 | -69,4% | -11,21 |
| Dépenses d'investissement (hors dette) | 243,74 | 345,71 | 414,91 | 361,40 | 247,12 | -31,6% | -114,28 |

Les mesures prises dans le plan de relance pour l'emploi (26 M€ réalisés) ont permis de maintenir un niveau d'investissement fort, malgré la crise économique, à hauteur de 247,1 M€, soit un niveau équivalent à celui de 2016 (243,7 M€).

Ces données reflètent la courbe en cloche constatée généralement au cours d'un mandat électoral.



Ces dépenses se ventilent comme suit :

- **191,02 M€ de dépenses sous maîtrise d'ouvrage de Toulouse Métropole, soit pour son compte, soit pour le compte de tiers.**

Cela concerne l'ensemble des opérations pluriannuelles d'envergure, à savoir l'entretien et l'amélioration du patrimoine, l'aménagement des espaces publics intercommunaux, les enveloppes locales de voirie ainsi que les réserves foncières.

D'un point de vue comptable, ces dépenses se répartissent comme suit :

- o des immobilisations incorporelles, pour un montant de 9,33 M€ dont 4,34 M€ pour des frais d'études,
- o des travaux pour un montant de 128,51 M€,
- o des immobilisations corporelles (acquisitions et des travaux terminés) pour 46,1 M€,
- o des opérations pour compte de tiers (notamment Tisséo) pour un montant de 7,09 M€.

- **4,95 M€ d'opérations diverses** dont 0,2 M€ de versement d'avance remboursable à la Halle des Machines, au vu de ses difficultés économiques engendrées par la crise sanitaire de la Covid-19 suite à l'arrêt de l'exploitation de la Halle, et 3 M€ de reversements de TAM.
- **51,15 M€ de subventions d'équipements versées**

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) | Part du total |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|---------------|
| Immobilisations incorporelles | 6,51 | 7,21 | 7,88 | 7,85 | 9,33 | 18,8% | 1,48 | 5,1% |
| Frais d'études | 4,46 | 4,41 | 4,05 | 4,72 | 4,34 | -8,2% | -0,39 | 2,4% |
| Concessions, brevets, licences, etc. | 2,06 | 2,81 | 3,83 | 3,12 | 4,99 | 59,7% | 1,87 | 2,7% |
| Immobilisations corporelles et en cours | 169,08 | 235,44 | 318,56 | 284,06 | 174,61 | -38,5% | -109,46 | 94,9% |
| Terrains et aménagement de terrains | 12,49 | 8,33 | 2,36 | 6,56 | 13,93 | 112,4% | 7,37 | 7,6% |
| Constructions | 11,86 | 22,96 | 21,29 | 26,92 | 12,02 | -55,3% | -14,89 | 6,5% |
| Installations, matériel et outillage techniques | 114,99 | 128,84 | 158,81 | 153,76 | 120,64 | -21,5% | -33,11 | 65,6% |
| Autres immobilisations corporelles | 4,24 | 4,42 | 5,96 | 5,59 | 6,08 | 8,7% | 0,49 | 3,3% |
| Avances versées sur immobilisations corporelles | 25,50 | 70,89 | 130,14 | 91,24 | 21,93 | -76,0% | -69,31 | 11,9% |
| Dépenses d'équipement | 175,59 | 242,65 | 326,44 | 291,91 | 183,93 | -37,0% | -107,98 | 100,0% |

2. Les dépenses d'investissement par axe

En 2020, les dépenses d'investissement (hors dotations et fonds) de 244,1 M€ (350,5 M€ en 2019, soit une baisse de 106,4 M€).

Les principales évolutions par axe sont les suivantes :

- l'axe « mobilités et réseaux d'infrastructures » est en baisse de 24,12 M€ : 98,51 M€ en 2020 (122,63 M€ en 2019). Ceci est principalement dû à une baisse de 43 M€ des projets financés dans le cadre des enveloppes locales classiques. Il est à noter les premières réalisations constatées sur le plan de relance voirie à hauteur de 20,4 M€. Les investissements en matière de déplacements restent stables entre 2019 et 2020 (de l'ordre de 33 M€), avec une baisse de 1 M€ sur les PUP hors enveloppes locales (PUP Pradelle à Saint-Orens).
- l'axe « compétitivité économique » est en hausse de 5 M€ (28,37 M€ en 2020, 23,22 M€ en 2019), principalement due à l'acquisition de l'ancienne base aérienne de Francazal pour 4,1 M€. Les réalisations sur Montaudran restent au même niveau que celles de 2019, à savoir 16 M€.
- l'axe « habitat et cadre de vie » est en baisse de 16,2 M€ (49,71 M€ en 2020, 65,90 M€ en 2019), expliquée essentiellement par une diminution des réalisations sur le Grand projet de Ville de 5 M€, de 1 M€ sur les études d'opérations d'aménagement et notamment sur Basso Cambo. La baisse la plus significative est celle sur les opérations foncières (-9 M€ par rapport à 2019, due à l'acquisition des terrains sur le site du CEAT en 2019).
- l'axe « gestion maîtrisée des ressources » est en hausse de près 3 M€ (17,83 M€ en 2020, 15 M€ en 2019), expliquée essentiellement par une hausse des réalisations sur le traitement de la propreté.
- l'axe « équipements culturels et sportifs » est en baisse de près 2,4 M€ (3,33 M€ en 2020, 5,73 M€ en 2019). A noter, parmi les investissements 2020, le versement de l'avance de 30 % à la commune de Blagnac pour la réalisation du tarmac d'Aérosopia (1,2 M€) et le versement de la participation pour la maison des Arts Martiaux à St Orens pour 0,8 M€.

- l'axe « valorisation et entretien du patrimoine » est quasiment stable (15,22 M€ en 2020, 14,75 M€ en 2019).
- l'axe des Grands Projets affiche une baisse de 72 M€ par rapport à 2019 (31 M€ en 2020, 103 M€ en 2019), due à la fin des travaux sur le MEET (- 60 M€), aux fins de réalisations sur les Ramblas, au financement de la section Bordeaux Toulouse (3,4 M€ en 2019 et 1,3 M€ en 2020).

LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

Chapitres 13, 20, 204, 21, 23, 26, 27 et 458

| | Total réalisé |
|---|-------------------|
| 1 – MOBILITES ET RESEAUX D'INFRASTRUCTURES | 98 512 733 |
| VOIRIE ENVELOPPES LOCALES | 43 857 884 |
| Enveloppe locale Toulouse | 27 760 958 |
| Enveloppes locales autres communes | 16 096 926 |
| PLAN DE RELANCE | 20 378 981 |
| DEPLACEMENTS | 33 116 034 |
| PDMI-Voiries d'Etat | 2 729 874 |
| Etudes de faisabilité Voie Arc En Ciel | 63 558 |
| Maillage Secteur Est | 55 294 |
| Dt LMSE | 2 735 |
| Dt Jonction Est | 52 559 |
| Amélioration Secteur Nord | 308 798 |
| Dt Etudes secteur Nord | 84 980 |
| Dt BUN | 90 761 |
| Dt Chemin de Fenouillet | 117 637 |
| Dt Franchissements Garonne | 15 421 |
| Maillage Secteur Nord Ouest | 2 158 242 |
| Dt desserte de l'agglomération toulousaine | 1 956 903 |
| Dt Schéma Multimodal Nord Ouest (Ramassiers) | 201 339 |
| Plan exceptionnel vélo | 6 373 570 |
| Amélioration des déplacements | 209 420 |
| Réfections définitives des tranchées | 545 468 |
| Electromobilité | 131 244 |
| Dissolution BA lotissement Fonbeuzard | 14 317 |
| Transfert voiries départementales | 10 970 242 |
| Divers | 195 879 |
| TAE Toulouse Aérospace Express | 725 558 |
| Sécurisation ouvrages d'art | 388 814 |
| M820 Aménagement de sécurité anticipé | 1 578 582 |
| Coulours de bus | 6 605 429 |
| Signalisation lumineuse | 61 743 |
| PUP | 1 155 438 |
| PUP Pradelle | 184 228 |
| PUP La Violette | 13 302 |
| PUP Aufréry | 98 779 |
| Autres PUP | 38 569 |
| PAE Mondonville | 180 010 |
| PUP Megarama Casino - Basso Cambo | 10 925 |
| PUP reversement aux communes | 629 623 |
| PARKINGS | 4 396 |
| 2 – COMPETITIVITE ECONOMIQUE | 28 373 888 |
| MONTAUDRAN | 16 309 602 |
| Etudes Grands projets Montaudran Aérospace | 114 647 |
| Infrastructures | 11 005 263 |
| Aménagement espaces publics | 1 909 454 |
| Halle des machines | 2 904 |
| Acquisitions foncières | 78 |
| Piste des Géants Aéro | 325 251 |
| Video surveillance | 420 278 |
| Réhabilitation des Ateliers moteurs | 537 719 |
| Participation au bilan de la ZAC | 1 643 000 |
| Piste des Géants Parcours scénographique | 151 008 |
| Subvention Halle des mécaniques | 200 000 |

| | |
|--|-------------------|
| DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | 12 014 521 |
| Enseignement supérieur (Toulouse School of Economics) | 550 000 |
| Immobilier d'entreprises (pépinières) | 105 341 |
| Autres actions de développement économique | 9 213 884 |
| Pilotage et enseignement supérieur | 11 400 |
| Valorisation du secteur numérique | 20 000 |
| Plan de relance : valorisation du secteur de l'économie sociale et solidaire | 56 724 |
| trésorerie | 350 000 |
| PLIE Animation | 863 |
| Appui aux structures d'accompagnement de l'emploi | 80 000 |
| Centres de décision et équipements d'intérêt économique | 194 925 |
| Requalification des zones d'activités économiques | 919 203 |
| Francazal | 4 498 302 |
| Coopération internationale | 290 242 |
| Smart City | 126 423 |
| COMMUTE | 399 162 |
| Fonds d'innovation | 170 000 |
| Fonds ICC | 224 500 |
| Vilagil | 971 803 |
| Développement stratégique des filières | 200 000 |
| Office de Tourisme | 700 338 |
| Participation au BA de la ZAC Oncopôle | 840 000 |
| Recherche publique collaborative | 1 305 296 |
| CPER | 1 245 416 |
| Relocalisation Centre Météo Européen | 59 880 |
| MINT | 33 322 |
| ENTRETIEN ZONES D'ACTIVITES | 16 442 |
| 3 – HABITAT ET CADRE DE VIE | 49 710 228 |
| GRAND PARC GARONNE | 7 745 792 |
| Ports historiques | 272 526 |
| Ile du Ramier | 6 771 896 |
| Espaces naturels | 84 483 |
| Cours Dillon | 498 182 |
| Quais historiques | 1 752 |
| Projet européen LIFE Infrastructure | 116 953 |
| OPERATIONS D'AMENAGEMENT CONCEDEES (ZAC) | 5 840 135 |
| Malepère | 5 417 881 |
| ZAC Piquepeyre | 406 402 |
| ZAC Laubis | 15 852 |
| GRAND PROJET DE VILLE | 9 627 419 |
| dt TM109 (GPV quartiers) | 9 014 270 |
| dt TM152 (études des projets d'aménagement GPV) | 613 149 |
| ETUDES PROJETS D'AMENAGEMENT | 1 297 791 |
| HABITAT | 15 940 243 |
| DAP Logement social public | 4 766 624 |
| Logements étudiants | 1 134 000 |
| DAP Logement social public/fonds propres | 7 072 340 |
| GPV(ANRU) | 65 000 |
| Réhabilitation parc HLM | 894 730 |
| Nouveau programme de rénovation urbaine | 348 538 |
| OPAH -PIG | 486 567 |
| Initiative Copropriétés Toulouse | 172 443 |
| Guichet unique (ANAH) | 1 000 000 |
| OPERATIONS FONCIERES | 7 696 707 |
| Acq foncières pour le logement social | 864 890 |
| Aéroconstellation acquisition terrains | 583 |
| Acquisition bâtiment club prévention spécialisée du Mirail | 10 109 |
| Dessine moi Toulouse | 6 534 613 |
| Acquisitions CEAT Friches | 286 512 |
| CIMETIERES | 187 598 |
| AIRES D'ACCUEIL | 399 970 |
| AIRES DE GRANDS PASSAGES | 173 937 |
| FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT | 720 647 |
| PLAN PAUVRETE | 79 988 |

| | |
|---|-------------------|
| 4 – GESTION MAITRISEE DES RESSOURCES | 17 831 065 |
| INNOVATION VILLE DE DEMAIN | 46 904 |
| AMENAGEMENT CANAUX | 175 012 |
| PLUVIAL | 6 939 290 |
| Schéma directeur assainissement | 2 289 854 |
| Branchements | 224 699 |
| Réhabilitation | 3 803 504 |
| Dévoisement de réseaux à la demande de tiers | 420 |
| Urbanisation | 620 812 |
| TRAITEMENT DE LA PROPRETE | 4 805 481 |
| RESEAUX ELECTRIFICATION | 810 669 |
| Restauration des murs digues historiques | 241 089 |
| GEMAPI | 4 298 706 |
| DEVELOPPEMENT DURABLE ET ECOLOGIE URBAINE | 513 915 |
| Agriculture périurbaine | 20 107 |
| AOEN (Autorité Organisatrice de l'ENergie) | 158 145 |
| Biodiversité | 54 726 |
| Risques environnementaux | 18 130 |
| Plan de Prévention du Bruit pour l'Environnement | 4 236 |
| Cadastre des sols pollués | 45 573 |
| Qualité de l'air | 118 258 |
| Plan Climat | 24 771 |
| Plan de relance transition énergétique | 69 969 |
| 5 – INTEGRATION DES EQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS | 3 332 112 |
| CULTURE | 1 874 001 |
| Travaux équipements culturels | 115 867 |
| Lecture publique | 663 |
| Soutien aux NTA | 9 193 |
| Soutien au TNT | 115 283 |
| Quai des Savoirs | 100 093 |
| Métropole des Savoirs | 2 853 |
| Cité de l'Espace- | 79 916 |
| Ecole supérieure arts cirque | 9 716 |
| Cité de l'Espace- Simulateur de vol | 164 496 |
| Relocalisation de l'ensemble des ateliers du Théâtre du Capitole à Montaudran | 439 725 |
| Théâtre de la Cité - Réfection Désenfumage | 917 |
| Zénith | 166 975 |
| Muséum | 578 001 |
| Centre des Congrès | 90 303 |
| BASES DE LOISIRS | 359 495 |
| SPORTS | 1 098 616 |
| Relogement Petit Palais des Sports Hall 7 | 20 426 |
| Travaux eq sportifs | 149 227 |
| Stadium | 885 733 |
| Palais des Sports | 43 231 |
| 6 – ENTRETIEN ET VALORISATION DU PATRIMOINE | 15 220 223 |
| Systèmes d'information | 7 654 369 |
| Immobilier et bâtiments | 3 553 790 |
| dt Gestion des bâtiments administratifs- Patrimoine | 2 284 055 |
| dt Bâtiments et énergies | 1 170 080 |
| dt Adoption de l'Agenda d'Accessibilité Programmée | 99 655 |
| Techno Centre Atlanta | 808 675 |
| Gestion des RH | 97 658 |
| Mobilier | 496 601 |
| Archéologie | 19 752 |
| Elaboration des documents d'urbanisme | 46 138 |
| Communication, commande publique, instances | 218 693 |
| Plan de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine | 137 222 |
| Prévention spécialisée | 10 476 |
| Parc auto | 2 176 849 |

| | |
|--|--------------------|
| 7 – GRANDS PROJETS | 31 129 035 |
| PARC DES EXPOSITIONS | 19 111 434 |
| LGV SEA-SUD EUROPE ATLANTIQUE | 1 392 403 |
| Halte LGV Lespinasse | 11 575 |
| LGV Bordeaux-Toulouse | 1 380 828 |
| TOULOUSE EURO SUD -OUEST (TESO) | 10 625 198 |
| Etudes | 157 688 |
| Rémunération Europolia | 649 969 |
| Mandat travaux | 3 132 460 |
| Participation d'équilibre à la concession d'aménagement | 2 935 421 |
| Teso - Parvis Canal et Jaures | 34 856 |
| Ramblas | 3 714 805 |
| TOTAL (hors versements dotations et fonds d'investissement) | 244 109 284 |

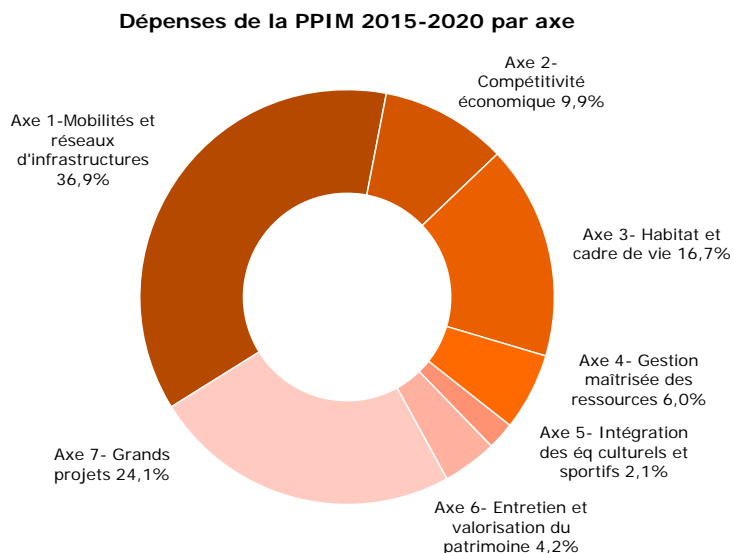
3. Bilan de la PPIM 2015-2020

| En M€ | Part (%) | |
|--|-----------------|---------------|
| Axe 1 - Mobilités et réseaux d'infrastructures | 655,65 | 36,9% |
| Axe 2 - Compétitivité économique | 175,17 | 9,9% |
| Axe 3 - Habitat et cadre de vie | 296,04 | 16,7% |
| Axe 4 - Gestion maîtrisée des ressources | 107,16 | 6,0% |
| Axe 5 - Intégration des éq culturels et sportifs | 37,94 | 2,1% |
| Axe 6 - Entretien et valorisation du patrimoine | 75,38 | 4,2% |
| Axe 7 - Grands projets | 428,04 | 24,1% |
| Dépenses de la PPIM 2015-2020 | 1 775,39 | 100,0% |

Le bilan des réalisations de la **PPIM 2015-2020 est de 1,775 milliards** d'euros, soit un niveau d'investissements à hauteur de 2 273 €/habitant.

- **37% des investissements sont consacrés à la mobilité et aux réseaux d'infrastructures.** 409 M€ concernent les enveloppes locales. De surcroît, 20 M€ de réalisations complémentaires ont été fléchés au titre du plan de relance voirie.
37 M€ concernent la réalisation des réseaux cyclables. Les investissements dédiés aux couloirs de bus en lien avec Tisséo sont à hauteur de 45 M€.
- **10% des investissements sont fléchés compétitivité économique.** 86 M€ concernent le projet de Montaudran - Toulouse Aerospace et 78,5 M€ sont dédiés aux actions en matière de développement économique, comme le soutien à l'enseignement supérieur, les aides aux entreprises, ou la participation au CPER.
- **17% des investissements concernent l'habitat et la valorisation du cadre de vie.** 104 M€ accompagnent la politique en matière d'habitat public et privé et 73 M€ le grand projet de ville. 36 M€ sont consacrés au projet du Grand Parc Garonne.
- **6% des investissements sont dédiés à la gestion maîtrisée des ressources.** 50 M€ sont réalisés au titre du pluvial, 9M€ pour la GEMAPI et 23 M€ pour la gestion des déchets (actuellement comptabilisés au sein d'un budget annexe).
- **2% des investissements sont fléchés, culture et sport.**
23,4 M€ pour les équipements culturels (cité de l'espace, théâtre orchestre, zénith, muséum, centre des congrès) et 11 M€ pour les équipements sportifs dont le stadium et le palais des sports.

- **4% des investissements concernent la valorisation et l'entretien du patrimoine.** 30 M€ sont dédiés aux investissements numériques, 23 M€ à l'entretien du patrimoine bâti et 11,5 M€ au renouvellement et à l'entretien du parc automobile.
- **24% des investissements sont consacrés au financement des grands projets.** 340 M€ au titre de la réalisation du Parc des Expositions (MEET), 65 M€ pour l'accompagnement du projet Grand Matabiau et 22 M€ pour la LGV (tronçon Tours Bordeaux et Bordeaux Toulouse).



B. Le financement de l'investissement

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| Resources propres | 182,49 | 187,18 | 228,29 | 267,59 | 165,23 | -38,3% | -102,36 |
| Epargne nette | 99,52 | 55,27 | 68,99 | 83,24 | 29,09 | -65,1% | -54,15 |
| FCTVA | 18,32 | 21,90 | 23,02 | 36,30 | 30,71 | -15,4% | -5,59 |
| Taxe d'aménagement | 18,47 | 25,53 | 43,14 | 29,87 | 25,64 | -14,2% | -4,23 |
| Subventions d'investissement reçues | 31,41 | 44,43 | 48,26 | 78,80 | 39,04 | -50,5% | -39,76 |
| Produits des cessions d'immobilisations | 2,79 | 2,58 | 5,59 | 0,65 | 20,96 | 3127,9% | 20,31 |
| Opérations pour compte de tiers | 9,91 | 16,44 | 19,35 | 19,81 | 9,44 | -52,3% | -10,37 |
| Autres recettes d'investissement | 2,06 | 21,03 | 19,94 | 18,92 | 10,36 | -45,3% | -8,56 |
| Emprunt nouveau | 80,02 | 155,99 | 150,56 | 118,88 | 95,01 | -20,1% | -23,87 |
| Recettes d'investissement (y.c. cessions) | 262,50 | 343,17 | 378,84 | 386,46 | 260,23 | -32,7% | -126,23 |

En 2020, Toulouse Métropole a financé son programme d'investissement au travers de :

- l'autofinancement/épargne nette à hauteur de 29,09 M€ (baisse de 65% par rapport à 2019, effet direct de la crise sanitaire et économique et de la politique de provisionnement),
- les recettes propres d'investissement pour 136,15 M€,
- des emprunts nouveaux pour 95 M€.

1. Les ressources propres

a. Les dotations et divers : 56,35 M€

Le Fonds de Compensation de la TVA a été perçu pour un montant de 30,71 M€ correspondant aux dépenses d'équipement réalisées sur l'année N-1. Le léger recul par rapport à l'exercice précédent s'explique par la perception en 2019 du solde de 2018 pour un montant de 3,08 M€.

Le montant encaissé au titre de la Taxe d'Aménagement s'est élevé à 25,64 M€ et accuse une baisse par rapport au compte administratif 2019 de 14%, essentiellement expliquée par l'impact de la crise sanitaire sur l'avancement de certains projets structurants et sur les instructions des autorisations d'urbanisme correspondantes.

d. Les subventions : 39,04 M€

Les subventions d'investissement qui ont fait l'objet d'émissions de titres de recettes en 2020 sont celles qui ont été réellement versées à Toulouse Métropole.

Les Fonds Européens perçus ont concerné essentiellement des aménagements de voiries (QPV Bellefontaine) pour 0,7 M€, le projet COMMUTE (innovation en matière de mobilité autour de la zone aéronautique et aéroportuaire de Toulouse-Blagnac) pour 0,21 M€, la Piste des Géants à Montaudran pour 0,30 M€ et enfin la GEMAPI (Gestion des Eaux Milieux Aquatiques et Protection des Inondations) pour 0,14 M€.

La participation de l'Etat s'élève à 4,81 M€ pour l'Aide à la Pierre, à 1,37 M€ au titre du programme VILAGIL (amélioration de la mobilité et décarbonation sur le territoire métropolitain) et 1,08 M€ pour la Desserte Nord-Ouest. D'autres programmes d'aménagement tels que la voirie QPV Reynerie, les réseaux cyclables, le Grand Parc Garonne ont également bénéficié d'un soutien financier en 2020 pour un montant global de près de 1,12 M€.

La Région Occitanie est venue contribuer au financement du schéma multimodal et à la desserte Nord-Ouest à hauteur de 2,06 M€. Les projets d'aménagement tels que le Grand Parc Garonne (pour 0,5 M€) ou le quartier Montaudran (pour 0,14 M€) ont également été soutenus.

Les aides versées par le Conseil Départemental s'élèvent à 9,83 M€ au total et financent les travaux du MEETT à hauteur de 7,5 M€ ainsi que l'échangeur du Ritouret (1,19 M€) dans la cadre de la Desserte Nord-Ouest. La contribution relative au financement de la voirie métropolitaine (Pool routier hors Toulouse) s'élève à 1,21 M€.

Les communes de Bruguières ou Saint Orens ont participé à leurs projets « Cœur de Ville », dans le cadre d'un fonds de concours, pour un montant respectif de 0,31 M€ et 0,6 M€.

Dans le cadre de conventions de partenariat, les contributions de promoteurs ou aménageurs permettent de financer une partie des opérations d'aménagement spécifiques (Projet Urbain Partenarial - PUP, Zone d'Aménagement Concerté – ZAC, etc.).

A ce titre, ont été perçus, en 2020, 3,99 M€ pour la ZAC Malepère, 2,36 M€ pour les différents PUP-PAE. Enfin, 0,79 M€ ont été encaissés après prélèvement auprès des communes qui ne respectent pas le nombre de logements sociaux sur leur territoire (loi SRU).

Le produit des amendes de radars automatiques et de police encaissé en 2020 au titre de l'exercice 2019 s'élève à 8,25 M€.

Le montant total perçu en 2020 au titre des subventions d'investissement est en léger recul par rapport aux trois années précédentes. Cette évolution trouve son explication dans le ralentissement des dépenses d'investissement dû à la crise sanitaire et dans la fin de cycle du Programme Pluriannuel d'Investissement de la Métropole 2015-2020.

e. Les cessions d'immobilisations : 20,96 M€

Les produits des cessions d'immobilisations sont principalement constitués de ventes ou d'échanges de terrains pour un montant de 20,96 M€ sur l'exercice 2020.

L'opération la plus importante s'élève à 15,93 M€ et concerne la vente d'un terrain situé Avenue Guillaumet à Toulouse sur lequel était érigé le CEAT. Sont également intervenues une cession à Europalia pour le MEETT à hauteur de 1,70 M€ ainsi qu'à divers opérateurs sur la ZAC Aéroconstellation pour un montant de 2,72 M€. Enfin, un bien situé 17 avenue de la Colonne a été cédé pour 0,86 M€ en vue de la réalisation de logements intermédiaires pour Jeunes Actifs.

f. Les opérations pour compte de tiers et remboursement de travaux : 9,44 M€

Sur l'année 2020, sont concernées principalement des opérations réalisées pour le compte de Tisséo Collectivités. Le montant comptabilisé sur l'exercice concernant les travaux de prolongation de la ligne de Tramway jusqu'au MEETT s'élève à 3,90 M€.

Des aménagements pour les lignes LINEO, les couloirs de bus, la ligne Ceinture Sud Maillon Ouest et la ligne A du Métro (mobilier urbain) ont également été concernés par ces écritures pour un montant de près de 4,53 M€.

Par ailleurs, des travaux de dévoiement de réseaux pour la ZAC de Malepère ont été réalisés pour 0,62 M€ (pour le compte d'OPPIDEA) ainsi que des travaux de rénovation du mur et du quai historique en bord de Garonne au Cours Dillon pour 0,32 M€ (financement par la Mairie de Toulouse).

Enfin, dans la perspective de la prochaine ligne de métro Toulouse Aérospace Express (TAE) des dévoiements de réseaux ont été réalisés pour 0,2 M€ pour le compte de Tisséo Ingénierie. Cette opération devrait prendre de l'ampleur sur les prochaines années.

g. Les autres recettes d'investissement : 10,36 M€

Le remboursement de l'avance faite à OPPIDEA pour la ZAC Aéroconstellation s'est élevé à 1 M€, celui des budgets annexes se porte à 2,04 M€.

Par ailleurs, l'opération de construction du MEETT a engendré des écritures de récupération de TVA pour un montant de 4,09 M€.

Enfin, 2,66 M€ sont issus d'écritures d'annulation de mandats sur exercices antérieurs ou de reversements de trop-perçus de subventions.

2. L'emprunt

Le montant des emprunts nouveaux contractés par Toulouse Métropole pour financer l'investissement s'élève à 95 M€ pour l'exercice 2020.

V. L'endettement

Ce chapitre présente la dette du budget principal, ainsi que des données consolidées tous budgets confondus.

A. Evolution de l'encours de dette consolidée (budget principal + budgets annexes)

1. Une progression de l'encours sur l'exercice 2020

L'encours de la dette de Toulouse Métropole au 31 décembre 2020 atteignait 1 145,8 M€ en consolidé, en hausse de 3,8% (+41,9 M€) par rapport à 2019.

L'augmentation de l'encours de dette consolidé au cours de l'exercice s'explique par les mouvements suivants:

- un amortissement du capital à hauteur de 74,9 M€ (dont 61,4 M€ sur le budget principal);
- une mobilisation de nouveaux emprunts pour un montant de 115 M€ (95 M€ sur le BP et 20 M€ sur le BA Eau potable)

A la clôture de l'exercice 2020, l'encours de dette du budget principal s'élevait à près de 947,5 M€.

Le budget principal portant les projets d'investissements d'envergure, a vu son encours augmenter de 34 M€ (+3,7%) entre 2019 et 2020.

L'encours des budgets annexes a augmenté de 8,33 M€ soit +4,3% sur la même période. Cet accroissement est porté principalement par le budget Eau (+17,7 M€).

| Encours de dette par budget (en M€) | 31/12/2019 | 31/12/2020 |
|-------------------------------------|----------------|----------------|
| Budget Principal | 913,9 | 947,5 |
| Budget Assainissement | 83,5 | 79,2 |
| Budget Eau | 54,7 | 71,6 |
| Budget Oncopole | 9,9 | 9,1 |
| Budget Activités Immobilières | 31,0 | 28,9 |
| Budget IMT | 10,9 | 9,4 |
| TOTAL | 1 103,9 | 1 145,8 |

Remarque : La dette du budget annexe Collecte et valorisation des Déchets n'est pas comptabilisée dans le total de dette des budgets annexes puisque celle-ci est portée par le budget principal. De même pour les avances entre le budget principal et le budget annexe AI.

2. Un coût moyen de la dette faible

| Caractéristiques de la dette au 31/12, | 31/12/2015 | 31/12/2016 | 31/12/2017 | 31/12/2018 | 31/12/2019 | 31/12/2020 |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Encours de la dette consolidé en M€ | 684,40 | 745,12 | 906,60 | 1024,61 | 1103,85 | 1145,79 |
| Taux moyen consolidé | 2,39% | 2,27% | 2,17% | 1,89% | 1,88% | 1,67% |

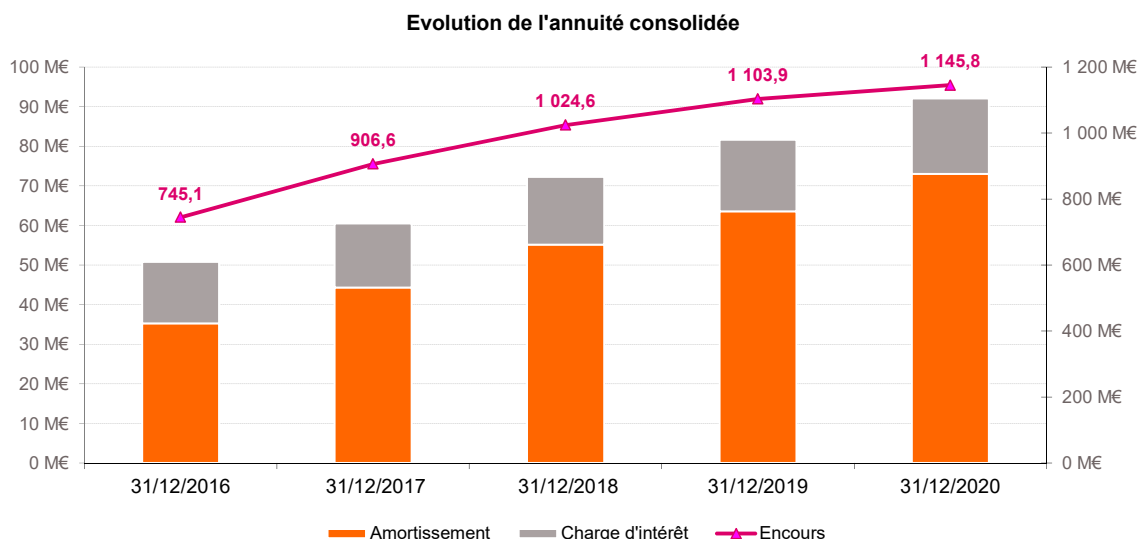
Dans le prolongement de ces dernières années, les conditions de financement sont restées très favorables pour le financement des collectivités locales, grâce à une politique monétaire toujours très accommodante menée par la BCE, accentuée en 2020 avec le PEPP (« Pandemic Emergency Programme Purchase »), en réponse à la crise sanitaire sans précédent et à la crise économique qui en a découlé.

Les taux interbancaires ont évolué en territoire négatif sur la grande majorité de l'exercice 2020 et les taux longs sont restés très bas, soutenus par les injections de liquidité massives et par les plans de soutiens budgétaires mis en place par les gouvernements européens ou encore l'annonce du plan de relance de la commission européenne.

Cette année encore, l'environnement de taux favorable, a permis à la collectivité de fixer une partie de la dette sur des taux intéressants et d'en bénéficier également sur la partie variable.

Le niveau de taux moyen affiche une amélioration à **1,67 %** sur la période, grâce également à la conclusion de nouveaux contrats à taux fixe d'un faible niveau.

Ainsi, malgré l'évolution de l'encours, l'augmentation de l'annuité est principalement due à l'amortissement du capital.



3. Une dette sécurisée notée Aa2 par Moody's

Fin 2020, 99% de la dette était classé A1 sur l'échelle Gissler, le reste de l'encours étant noté B1. Cette répartition est stable depuis 2017 (car pour rappel les 4 derniers emprunts structurés considérés comme à risque ont été remboursés en 2016).

L'environnement de taux bas et le mouvement de baisse enregistré au cours de l'année plaident en faveur de la consolidation d'emprunts à taux fixes.

Dans ce contexte, 100% des nouveaux emprunts mobilisés en 2020 étaient à taux fixe.

Le taux de couverture lors de la consultation menée au cours de l'exercice 2020, est resté sur un niveau satisfaisant, signe de la bonne qualité de crédit de la collectivité.

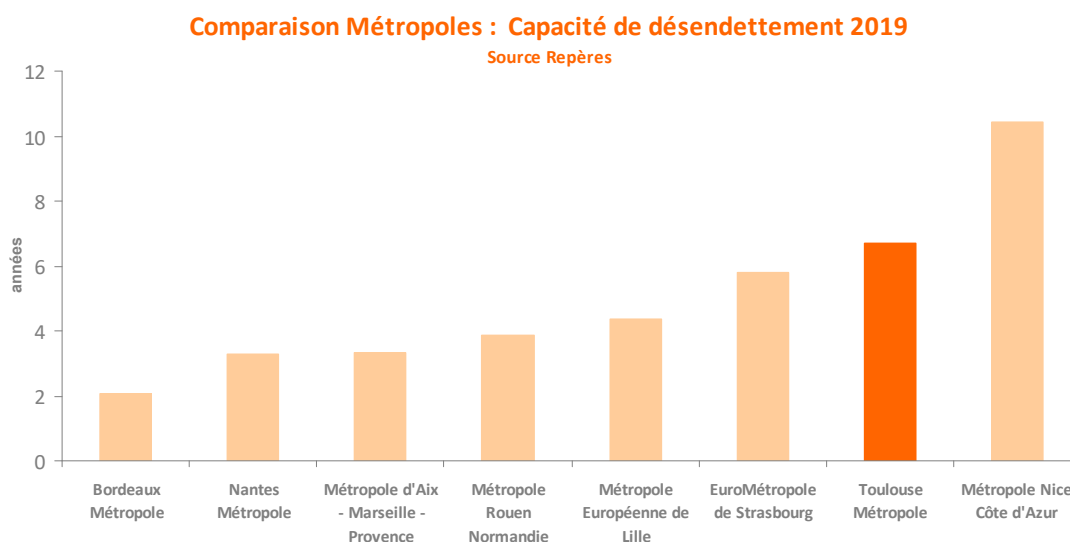
Un niveau de qualité de crédit confirmé par l'agence de notation Moody's, puisque la Métropole dispose d'une note long terme de Aa2, depuis décembre 2019, ce qui est équivalent à la France ou la Région Occitanie.

L'encours de dette consolidé de Toulouse Métropole est composé majoritairement d'emprunts à taux fixe à hauteur de 66%. En ce qui concerne l'encours du budget principal, la part de dette à taux fixe représente 68% de l'encours.

B. Capacité de désendettement : budget principal de Toulouse Métropole

La capacité de désendettement permet de calculer le nombre d'années théorique nécessaire à la collectivité pour amortir son stock de dette à condition qu'elle y consacre l'intégralité de son épargne brute.

En 2020, la capacité de désendettement du budget principal de Toulouse Métropole s'est détériorée par rapport à 2019 du fait de l'augmentation de l'encours et de la réduction d'épargne brute impactée par la crise sanitaire et par une politique de provisionnement comptable prudente. La capacité de désendettement du budget principal était de 10,7 années en 2020 (vs 6,7 années en 2019, dernières données permettant la comparaison avec les autres collectivités connues); un niveau qui reste en deçà du seuil d'alerte qui se situe pour la Cour des Comptes à 12 années.



Budget annexe Assainissement

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|----------------|
| Recettes réelles d'exploitation (hors prod. fin. et cessions) | 27,72 | 29,71 | 28,87 | 34,28 | 37,18 | 8,4% | 2,89 |
| Ventes produits fabriqués, prestations | 26,91 | 27,92 | 28,13 | 32,72 | 34,39 | 5,1% | 1,67 |
| Reversement facturation usagers | 4,24 | 5,47 | 6,79 | 9,38 | 12,68 | 35,2% | 3,30 |
| Redevance d'assainissement collectif | 20,79 | 20,61 | 19,48 | 21,38 | 20,99 | -1,8% | -0,39 |
| Redevance modernisation réseaux de collecte | 1,86 | 1,81 | 1,84 | 1,93 | 0,02 | -98,9% | -1,90 |
| Mise à disposition de personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,67 | - | 0,67 |
| Autres produits des services | 0,02 | 0,02 | 0,02 | 0,04 | 0,02 | -49,5% | -0,02 |
| Produits issus de la fiscalité | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subvention d'exploitation | 0,63 | 1,13 | 0,45 | 0,64 | 0,47 | -26,6% | -0,17 |
| Autres recettes de fonctionnement | 0,17 | 0,66 | 0,29 | 0,92 | 2,32 | 152,8% | 1,40 |
| Dépenses réelles d'exploitation (hors frais financiers) | 16,48 | 17,67 | 16,77 | 18,39 | 6,16 | -66,5% | -12,23 |
| Charges à caractère général | 10,73 | 11,35 | 11,38 | 12,01 | 2,08 | -82,7% | -9,93 |
| Charges de personnel | 1,75 | 1,93 | 1,90 | 2,47 | 2,13 | -13,7% | -0,34 |
| Autres charges de gestion courante | 0,33 | 0,51 | 0,33 | 0,48 | 0,25 | -47,2% | -0,23 |
| Autres charges de fonctionnement | 3,67 | 3,89 | 3,15 | 3,44 | 1,70 | -50,6% | -1,74 |
| Épargne de gestion | 11,23 | 12,03 | 12,10 | 15,89 | 31,02 | 95,2% | 15,13 |
| Charges financières nettes | 1,04 | 1,03 | 1,11 | 1,15 | 1,22 | 6,1% | 0,07 |
| Épargne brute | 10,19 | 11,01 | 10,99 | 14,74 | 29,80 | 102,2% | 15,06 |
| Taux d'épargne brute | 36,76% | 37,05% | 38,07% | 42,99% | 80,15% | 86,5% | 0,00 |
| Remboursement en capital de la dette (retraité) | 6,01 | 3,14 | 3,17 | 3,57 | 4,24 | 18,7% | 0,67 |
| Épargne nette | 4,17 | 7,87 | 7,82 | 11,17 | 25,56 | 128,9% | 14,39 |
| Taux d'épargne nette | 15,06% | 26,48% | 27,08% | 32,57% | 68,75% | 111,1% | 0,00 |
| Dépenses réelles d'investissement (hors dette) | 15,50 | 15,36 | 22,76 | 27,81 | 18,15 | -34,7% | -9,66 |
| Dépenses d'équipement | 15,47 | 15,30 | 22,70 | 27,76 | 18,00 | -35,2% | -9,76 |
| Opérations pour compte de tiers | 0,03 | 0,07 | 0,07 | 0,05 | 0,15 | 215,6% | 0,10 |
| Subventions d'investissement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres dépenses d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Recettes réelles d'investissement (hors dette et y.c. cessions) | 3,65 | 1,17 | 1,29 | 1,67 | 9,12 | 445,5% | 7,45 |
| Dotations, fonds et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement reçues | 3,19 | 0,88 | 0,88 | 1,46 | 8,99 | 514,5% | 7,53 |
| Produits des cessions d'immobilisations | 0,38 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | 0,02 | 0,10 | 0,00 | 0,00 | 0,08 | - | 0,08 |
| Autres recettes d'investissement | 0,06 | 0,20 | 0,42 | 0,21 | 0,04 | -78,8% | -0,16 |
| Emprunt nouveau | 8,09 | 5,00 | 11,00 | 16,00 | 0,00 | -100,0% | -16,00 |

Ce budget retrace les mouvements financiers relatifs à l'assainissement collectif et non collectif sur le territoire métropolitain.

Dans le cadre du projet « Eau Toulouse 2020 », la délégation de service public (DSP) a été retenue comme mode de gestion unique. Depuis le 1^{er} mars 2020, la majorité des communes est donc concernée par cette nouvelle gestion.

Ce changement a eu un impact sur les comptes de l'exercice 2020 de ce budget annexe. Ainsi, les réalisations de la section de fonctionnement sont en net recul car plusieurs opérations sont désormais portées par le délégataire.

Recettes d'exploitation : 37,18 M€

Dans le cadre du nouveau contrat de délégation, le titulaire procède à l'encaissement des paiements des usagers et reverse ensuite les sommes perçues, pour la part métropolitaine, au budget annexe Assainissement. Cette recette a augmenté de +35,2% en 2020 pour atteindre 12,68 M€. Les redevances d'assainissement collectif constituent la majorité des recettes et s'élèvent à 20,99 M€.

Les autres recettes de fonctionnement concernent des remboursements de taxes foncières par Véolia pour les exercices antérieurs, des écritures de contrepassation ainsi que la mise à disposition de personnel au Budget Principal.

Dépenses d'exploitation (hors frais financiers) : 6,16 M€

La baisse très significative (-66,5%) des dépenses de cette section s'explique par la bascule vers le délégataire de la totalité des charges d'exploitation.

Les charges à caractère général sur l'exercice 2020 font apparaître des réalisations sur des postes relevant désormais du nouveau gestionnaire mais il s'agit de régularisations (écritures de stocks de produits de traitement, paiement de prestations antérieures). Les autres dépenses courantes concernent notamment les taxes foncières et les charges d'Administration Générale reversées au Budget Principal.

Concernant les charges de personnel, elles diminuent de -13,7% pour atteindre 2,13 M€. L'effectif affecté à ce budget représente, au 31/12/2020, 91 emplois.

L'épargne nette dégagée s'élève à 25,56 M€.

Dépenses d'investissement : 18,15 M€

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|----------------|
| Dépenses d'équipement | 15,47 | 15,30 | 22,70 | 27,76 | 18,00 | -35,2% | -9,76 |
| Immobilisations incorporelles | 0,63 | 0,75 | 0,46 | 0,41 | 0,26 | -35,3% | -0,14 |
| Immobilisations corporelles et en cours | 14,84 | 14,55 | 22,24 | 27,36 | 17,74 | -35,2% | -9,62 |
| Opérations pour compte de tiers | 0,03 | 0,07 | 0,07 | 0,05 | 0,15 | 215,6% | 0,10 |
| Subventions d'investissement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres dépenses d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Dépenses d'investissement (hors dette) | 15,50 | 15,36 | 22,76 | 27,81 | 18,15 | -34,7% | -9,66 |

Les dépenses d'équipement sont en baisse de -34,7%.

Cette évolution s'explique par le fait que les travaux seront désormais en partie réalisés par le délégataire du service et non plus par Toulouse Métropole. Toutefois, la collectivité, en tant qu'autorité organisatrice des services d'assainissement, a financé en 2020 les études et travaux de méthanisation de l'usine de Ginestous pour 3,49 M€, des travaux de renouvellement et de réhabilitation des réseaux pour plus de 8,8 M€ et a débuté le programme de projets structurants 2020-2026 à hauteur de 3,6 M€.

La progression des opérations pour compte de tiers, équilibrées en dépenses et en recettes, est liée à l'opération Toulouse Aerospace Express qui se poursuit sur le volet Assainissement.

Financement des dépenses d'investissement : 34,67 M€

Ces dépenses d'équipement sont couvertes par l'autofinancement, les subventions perçues pour le financement du projet de méthanisation (4,6 M€), pour la station d'épuration de Saint Jory, les écritures de fin du contrat de concession (3,89 M€).

Ainsi, il n'a pas été nécessaire de recourir à l'emprunt pour financer les dépenses d'investissement.

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|----------------|
| Resources propres | 7,82 | 9,04 | 9,11 | 12,84 | 34,67 | 170,1% | 21,84 |
| Epargne nette | 4,17 | 7,87 | 7,82 | 11,17 | 25,56 | 128,9% | 14,39 |
| FCTVA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement reçues | 3,19 | 0,88 | 0,88 | 1,46 | 8,99 | 514,5% | 7,53 |
| Produits des cessions d'immobilisations | 0,38 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres recettes d'investissement | 0,08 | 0,30 | 0,42 | 0,21 | 0,13 | -38,3% | -0,08 |
| Emprunt nouveau | 8,09 | 5,00 | 11,00 | 16,00 | 0,00 | -100,0% | -16,00 |
| Recettes d'investissement (y.c. prod. de cessions) | 15,92 | 14,04 | 20,11 | 28,84 | 34,67 | 20,2% | 5,84 |

Budget annexe Eau Potable

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|----------------|
| Recettes réelles d'exploitation (hors prod. fin. et cessions) | 39,55 | 41,91 | 39,88 | 42,90 | 28,64 | -33,2% | -14,26 |
| Ventes de produits fabriqués, prestations | 38,77 | 40,75 | 39,14 | 42,14 | 26,66 | -36,7% | -15,49 |
| Produits issus de la fiscalité | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subvention d'exploitation | 0,02 | 0,02 | 0,03 | 0,01 | 0,01 | -20,7% | 0,00 |
| Autres recettes de fonctionnement | 0,76 | 1,13 | 0,71 | 0,74 | 1,97 | 164,7% | 1,22 |
| Dépenses réelles d'exploitation (hors frais financiers) | 33,82 | 33,80 | 33,44 | 35,50 | 14,46 | -59,3% | -21,05 |
| Charges à caractère général | 11,15 | 10,78 | 10,37 | 10,85 | 3,07 | -71,7% | -7,78 |
| Charges de personnel | 2,86 | 2,83 | 2,79 | 3,18 | 2,47 | -22,3% | -0,71 |
| Autres charges de gestion courante | 15,57 | 15,48 | 15,51 | 16,49 | 6,56 | -60,2% | -9,93 |
| Autres charges de fonctionnement | 4,24 | 4,71 | 4,77 | 4,97 | 2,35 | -52,8% | -2,63 |
| Épargne de gestion | 5,73 | 8,11 | 6,44 | 7,40 | 14,18 | 91,7% | 6,78 |
| Charges financières nettes | 0,51 | 0,52 | 0,66 | 0,69 | 0,72 | 5,2% | 0,04 |
| Épargne brute | 5,22 | 7,59 | 5,78 | 6,71 | 13,46 | 100,6% | 6,75 |
| Taux d'épargne brute | 13,20% | 18,11% | 14,49% | 15,64% | 46,99% | 200,5% | 0,00 |
| Remboursement en capital de la dette (retraité) | 1,12 | 1,90 | 2,29 | 2,52 | 3,02 | 19,8% | 0,50 |
| Épargne nette | 4,10 | 5,68 | 3,49 | 4,19 | 10,43 | 149,2% | 6,25 |
| Taux d'épargne nette | 10,37% | 13,56% | 8,76% | 9,76% | 36,43% | 273,4% | 0,00 |
| Dépenses réelles d'investissement (hors dette) | 12,45 | 11,34 | 9,53 | 13,97 | 29,50 | 111,2% | 15,53 |
| Dépenses d'équipement | 12,45 | 11,22 | 9,52 | 13,97 | 29,19 | 109,0% | 15,22 |
| Immobilisations incorporelles | 0,24 | 0,11 | 0,16 | 0,07 | 0,17 | 150,5% | 0,10 |
| Immobilisations corporelles et en cours | 12,21 | 11,11 | 9,36 | 13,90 | 29,03 | 108,8% | 15,12 |
| Opération pour compte de tiers | 0,00 | 0,12 | 0,01 | 0,00 | 0,30 | - | 0,30 |
| Subventions d'investissement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres dépenses d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Recettes réelles d'investissement (hors dette et y.c. cessions) | 0,92 | 1,10 | 1,01 | 0,27 | 0,89 | 235,9% | 0,63 |
| Dotations, fonds et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement reçues | 0,85 | 0,91 | 1,00 | 0,27 | 0,35 | 30,4% | 0,08 |
| Opérations pour compte de tiers | 0,02 | 0,18 | 0,01 | 0,00 | 0,18 | - | 0,18 |
| Autres recettes d'investissement | 0,05 | 0,01 | 0,00 | 0,00 | 0,37 | - | 0,37 |
| Emprunt nouveau | 4,96 | 8,00 | 5,00 | 8,00 | 20,00 | 150,0% | 12,00 |

Ce budget retrace les mouvements financiers relatifs à la production et à la distribution d'eau potable sur le territoire métropolitain.

Dans le cadre du projet « Eau Toulouse 2020 », la délégation de service public (DSP) a été retenue comme mode de gestion unique. Depuis le 1^{er} mars 2020, la majorité des communes est donc concernée par cette nouvelle gestion.

Ce changement a eu un impact sur les comptes de l'exercice 2020 de ce budget annexe. Ainsi, les réalisations de la section de fonctionnement sont en net recul car plusieurs opérations (ou écritures) sont désormais portées par le délégataire.

Recettes d'exploitation en baisse de 33% : 28,64 M€

C'est désormais le délégataire qui perçoit les redevances auprès des administrés qui sont ensuite reversées à l'Agence de l'Eau Adour Garonne (Redevance pour pollution d'origine domestique, Redevance d'assainissement collectif, Redevance pour modernisation des réseaux de collecte).

Des réalisations sont toutefois constatées encore sur ce type de recettes en 2020 mais il s'agit de régularisations ayant trait à l'exercice 2019 (pour un montant de près de 5,5 M€). Les ventes d'eau progressent quant à elles de +3% pour atteindre 20,2 M€.

Dépenses d'exploitation (hors frais financiers) : 14,46 M€

L'évolution très significative à la baisse (-59,3%) des dépenses de cette section s'explique par la bascule vers le délégataire de la majorité des charges d'exploitation.

Les charges de gestion courante sur l'exercice 2020 font apparaître des réalisations sur des postes relevant désormais du nouveau gestionnaire mais il s'agit de régularisations (écritures de stocks de produits de traitement, paiement de prestations antérieures). Les autres dépenses courantes concernent les taxes foncières, la redevance versée au délégataire du service Assainissement et les charges d'administration générale reversées au Budget Principal.

Les charges de personnel diminuent de -22,3% pour atteindre 2,47 M€. L'effectif affecté à ce budget représente, au 31/12/2020, 89 emplois pourvus, il en comportait 111 fin 2019.

Enfin, les autres charges de fonctionnement évoluent également à la baisse du fait notamment de la prise en charge des reversements à l'Agence de l'Eau Adour Garonne directement par le délégataire (pour près de 10 M€). Le reliquat concerne des écritures d'annulation de créances antérieures.

L'épargne nette augmente de 6,25 M€ pour atteindre 10,43 M€, déduction faite de l'annuité de dette (3,02 M€ sur l'exercice 2020).

Dépenses d'investissement : 29,50 M€

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|---|--------------|--------------|-------------|--------------|--------------|---------------|----------------|
| Dépenses d'équipement | 12,45 | 11,22 | 9,52 | 13,97 | 29,19 | 109,0% | 15,22 |
| Immobilisations incorporelles | 0,24 | 0,11 | 0,16 | 0,07 | 0,17 | 150,5% | 0,10 |
| Immobilisations corporelles et en cours | 12,21 | 11,11 | 9,36 | 13,90 | 29,03 | 108,8% | 15,12 |
| Opération pour compte de tiers | 0,00 | 0,12 | 0,01 | 0,00 | 0,30 | - | 0,30 |
| Subventions d'investissement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres dépenses d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Dépenses d'investissement (hors dette) | 12,45 | 11,34 | 9,53 | 13,97 | 29,50 | 111,2% | 15,53 |

Les dépenses d'équipement évoluent de +109 % par rapport à 2019. 12,5 M€ concernent une écriture de fin du contrat de concession avec Véolia (remboursement de la valeur non amortie des installations mises à disposition du service). Neutralisation faite de cette opération, les dépenses d'investissement progressent de +16% et concernent la finalisation des travaux de déconnexion de l'usine de Lacourtenourt (4,4 M€) et surtout le programme de renouvellement des réseaux 2020-2026 pour 8,86 M€.

Les travaux de raccordement aux réseaux sont désormais réalisés en grande partie par le délégataire.

Les dépenses pour opérations pour compte de tiers, équilibrées en dépenses et en recettes, sont liées au projet Toulouse Aérospace Express.

Financement des dépenses d'investissement : 31,33 M€

Ces dépenses d'équipement sont couvertes en partie par l'autofinancement, les subventions perçues de l'Agence de l'Eau ou dans le cadre des PUP (0,35 M€) et les recettes perçues dans le cadre des opérations pour compte de tiers. Le recours à l'emprunt progresse quant à lui de +150% pour atteindre un montant de 20 M€.

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|---|-------------|--------------|-------------|--------------|--------------|---------------|----------------|
| Resources propres | 5,02 | 6,78 | 4,50 | 4,45 | 11,33 | 154,4% | 6,87 |
| Epargne nette | 4,10 | 5,68 | 3,49 | 4,19 | 10,43 | 149,2% | 6,25 |
| FCTVA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement reçues | 0,85 | 0,91 | 1,00 | 0,27 | 0,35 | 30,4% | 0,08 |
| Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres recettes d'investissement | 0,07 | 0,18 | 0,01 | 0,00 | 0,55 | - | 0,55 |
| Emprunt nouveau | 4,96 | 8,00 | 5,00 | 8,00 | 20,00 | 150,0% | 12,00 |
| Recettes d'investissement (y.c. prod. de cessions) | 9,98 | 14,78 | 9,50 | 12,45 | 31,33 | 151,6% | 18,87 |

Budget annexe IMT

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|----------------|----------------|
| Recettes réelles de fonctionnement (hors prod. fi. & cessions) | 2,79 | 2,74 | 3,71 | 8,31 | 4,92 | -40,8% | -3,39 |
| Produits des services | 1,34 | 1,47 | 1,78 | 6,40 | 3,21 | -49,9% | -3,19 |
| Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Redevances des fermiers et concessionnaires | 1,45 | 1,27 | 1,92 | 1,78 | 1,71 | -3,9% | -0,07 |
| Autres recettes de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,13 | 0,00 | -100,0% | -0,13 |
| Dépenses réelles de fonctionnement (hors frais financiers) | 0,36 | 0,74 | 0,52 | 0,41 | 5,68 | - | 5,27 |
| Achats de biens et services | 0,36 | 0,70 | 0,39 | 0,41 | 0,43 | 4,8% | 0,02 |
| Charges de personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres charges de fonctionnement | 0,00 | 0,03 | 0,13 | 0,00 | 5,26 | - | 5,25 |
| Epargne de gestion | 2,43 | 2,00 | 3,18 | 7,91 | -0,76 | -109,6% | -8,66 |
| Charges financières nettes | 0,26 | 0,23 | 0,19 | 0,19 | 0,15 | -17,6% | -0,03 |
| Epargne brute | 2,17 | 1,77 | 2,99 | 7,72 | -0,91 | -111,8% | -8,63 |
| Taux d'épargne brute | 77,78% | 64,61% | 80,73% | 92,85% | -18,51% | -119,9% | 0,00 |
| Remboursement en capital de la dette (retraité) | 1,05 | 1,39 | 1,39 | 1,40 | 1,41 | 0,6% | 0,01 |
| Epargne nette | 1,12 | 0,38 | 1,60 | 6,32 | -2,32 | -136,8% | -8,64 |
| Taux d'épargne nette | 40,14% | 13,92% | 43,09% | 75,97% | -47,19% | -162,1% | 0,00 |
| Dépenses réelles d'investissement (hors dette) | 0,33 | 0,43 | 0,81 | 0,92 | 1,05 | 14,3% | 0,13 |
| Dépenses d'équipement | 0,33 | 0,43 | 0,81 | 0,92 | 1,05 | 14,3% | 0,13 |
| Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres dépenses d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Recettes réelles d'investissement (hors dette et y.c. cessions) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Dotations, fonds et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement reçues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres recettes d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Emprunt nouveau | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |

Ce budget porte l'ensemble des opérations liées à l'installation et à l'exploitation de réseaux physiques et logiques de télécommunication (haut débit et fibre optique) sur le territoire métropolitain.

Recettes d'exploitation : 4,92 M€

Les redevances perçues des opérateurs privés pour l'occupation des fourreaux mis à leur disposition par Toulouse Métropole sont en diminution de près de -50%. Cette tendance s'explique uniquement par la régularisation rétroactive sur l'exercice 2019 de redevances non perçues sur les exercices 2014 à 2019. Ainsi, hors régularisations comptabilisées sur 2019, les redevances facturées aux opérateurs privés sur l'année 2020 augmentent de plus de 1 M€. La contribution de la SPL ZEFIL, délégataire de la collectivité pour la gestion des infrastructures, reste quant à elle stable (1,71 M€).

Dépenses d'exploitation (hors frais financiers) : 5,68 M€

Concernant les dépenses de fonctionnement, la constitution de provisions pour risques dans le cadre du contentieux sur la propriété des fourreaux (5,25 M€) vient fortement majorer les dépenses de fonctionnement et diminuer en conséquence l'épargne nette 2020.

Les autres dépenses ont porté sur les frais d'entretien et de maintenance des réseaux créés ainsi que sur des études.

L'épargne nette à l'issue des opérations enregistrées sur l'année 2020 est négative et marque une évolution de -8,64 M€ par rapport à l'exercice 2019.

Dépenses d'investissement : 1,05 M€

Les dépenses d'investissement sont en hausse de +14,3% mais représentent un volume très faible.

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------|----------------|
| Dépenses d'équipement | 0,33 | 0,43 | 0,81 | 0,92 | 1,05 | 14,3% | 0,13 |
| Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Immobilisations corporelles et en cours | 0,33 | 0,43 | 0,81 | 0,92 | 1,05 | 14,3% | 0,13 |
| Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres dépenses d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Dépenses d'investissement (hors dette) | 0,33 | 0,43 | 0,81 | 0,92 | 1,05 | 14,3% | 0,13 |

Financement des dépenses d'investissement

Pour ce qui concerne la section d'investissement, l'affectation d'une partie du résultat excédentaire de fonctionnement de l'exercice antérieur (1,75 M€) ainsi que les recettes générées par les amortissements (0,64 M€) ont permis de financer les travaux réalisés pour les réseaux ainsi que le remboursement du capital de la dette existante sans emprunt complémentaire.

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|----------------|----------------|
| Resources propres | 1,12 | 0,38 | 1,60 | 6,32 | -2,32 | -136,8% | -8,64 |
| Epargne nette | 1,12 | 0,38 | 1,60 | 6,32 | -2,32 | -136,8% | -8,64 |
| FCTVA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement reçues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres recettes d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Emprunt nouveau | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Recettes d'investissement (y.c. prod. de cessions) | 1,12 | 0,38 | 1,60 | 6,32 | -2,32 | -136,8% | -8,64 |

Budget annexe Activités Immobilières

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|----------------|
| Recettes réelles de fonctionnement (hors prod. fi. & cessions) | 11,22 | 10,68 | 11,46 | 12,74 | 13,08 | 2,7% | 0,34 |
| Revenus des immeubles | 4,85 | 7,03 | 8,55 | 9,73 | 6,45 | -33,8% | -3,28 |
| Subvention d'équilibre | 4,10 | 3,64 | 2,80 | 2,00 | 6,21 | 210,7% | 4,21 |
| Autres recettes de fonctionnement | 2,27 | 0,01 | 0,11 | 1,01 | 0,42 | -58,5% | -0,59 |
| Dépenses réelles de fonctionnement (hors frais financiers) | 7,11 | 7,33 | 8,39 | 8,16 | 9,04 | 10,7% | 0,87 |
| Charges à caractère général | 7,08 | 7,21 | 8,23 | 7,84 | 8,64 | 10,3% | 0,81 |
| Charges de personnel | 0,00 | 0,00 | 0,12 | 0,29 | 0,30 | 2,2% | 0,01 |
| Autres charges de gestion courante | 0,01 | 0,03 | 0,02 | 0,03 | 0,07 | 104,3% | 0,04 |
| Autres charges de fonctionnement | 0,02 | 0,09 | 0,03 | 0,00 | 0,03 | - | 0,03 |
| Epargne de gestion | 4,11 | 3,36 | 3,07 | 4,57 | 4,04 | -11,6% | -0,53 |
| Charges financières nettes | 0,50 | 0,47 | 0,56 | 0,62 | 0,56 | -10,4% | -0,06 |
| Epargne brute | 3,61 | 2,88 | 2,51 | 3,95 | 3,48 | -11,8% | -0,47 |
| Taux d'épargne brute | 32,15% | 26,98% | 21,87% | 31,02% | 26,64% | -14,1% | 0,00 |
| Remboursement en capital de la dette (retraité) | 2,03 | 2,06 | 2,23 | 2,98 | 3,34 | 11,9% | 0,35 |
| Epargne nette | 1,58 | 0,83 | 0,27 | 0,97 | 0,15 | -84,8% | -0,82 |
| Taux d'épargne nette | 14,08% | 7,74% | 2,39% | 7,61% | 1,12% | -85,2% | 0,00 |
| Dépenses réelles d'investissement (hors dette) | 19,51 | 28,29 | 18,73 | 3,69 | 2,61 | -29,3% | -1,08 |
| Dépenses d'équipement | 19,51 | 28,28 | 18,72 | 3,67 | 2,60 | -29,2% | -1,07 |
| Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres dépenses d'investissement | 0,00 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | -41,8% | 0,00 |
| Recettes réelles d'investissement (hors dette et y.c. cessions) | 12,21 | 18,59 | 8,32 | 7,88 | 3,33 | -57,8% | -4,56 |
| Dotations, fonds et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement reçues | 9,87 | 18,59 | 8,17 | 7,85 | 3,33 | -57,6% | -4,52 |
| Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres recettes d'investissement | 2,34 | 0,01 | 0,14 | 0,03 | 0,00 | -100,0% | -0,03 |
| Emprunt nouveau | 5,60 | 8,70 | 7,46 | 0,00 | 0,00 | -100% | 0,00 |

Ce budget retrace l'activité immobilière de Toulouse Métropole en matière de pépinière et hôtels d'entreprises, ainsi que de gestion des équipements dits d'intérêts généraux (EIG) mis à disposition du secteur aéronautique. L'ensemble immobilier « B612 » est venu compléter cette offre en 2018.

Recettes de fonctionnement : 13,08 M€

Les recettes de fonctionnement (13,08 M€), constituées essentiellement des revenus des immeubles (6,45 M€), sont en baisse de -0,34 M€.

La baisse constatée sur les revenus des immeubles est consécutive à l'exonération des loyers en application de l'action 6 du plan de relance pour l'Emploi. L'impact sur le budget annexe est neutre compte tenu de la compensation versée par le budget principal à hauteur de 3,83 M€ pour les montants qui auraient dû être perçus.

Hors prise en compte de ce dispositif, la subvention d'équilibre versée en 2020 s'élève à 2,38 M€, en augmentation de +19 % par rapport 2019.

Dépenses de fonctionnement (hors frais financiers) : 9,04 M€

Les charges à caractère général, en augmentation de +10 %, correspondent principalement à des dépenses liées à la gestion immobilière des bâtiments. Cette augmentation s'explique notamment par la dynamique de l'activité au sein du B612. Les principaux postes de dépenses sont les suivants :

- les taxes foncières (2,57 M€ dont 1,98 M€ pour les équipements d'intérêts généraux),
- les loyers et charges locatives (2,0 M€),
- les frais de gérance et contrats de prestations de service (1,8 M€),
- les frais de maintenance (0,95 M€).

Par ailleurs, des dépenses de personnel sont inscrites pour 0,3 M€.

L'épargne nette dégagée s'élève à 0,15 M€, soit une variation de -0,82 M€ par rapport à l'exercice précédent.

Dépenses d'investissement : 2,61 M€

Les dépenses d'investissement sont en baisse. Elles concernent le bâtiment B612 à hauteur de 2,50 M€, dont 1,90 M€ versé à l'aménageur au titre de la révision de prix de la VEFA de ce bâtiment.

Financement des dépenses d'investissement : 3,47 M€

Le financement des dépenses d'investissement est réalisé principalement grâce au versement des soldes de subvention pour l'ensemble immobilier B612 et les aménagements et équipements des espaces « accélérateurs d'innovation » au sein de ce bâtiment.

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|---|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|---------------|----------------|
| Resources propres | 13,79 | 19,42 | 8,59 | 8,85 | 3,47 | -60,8% | -5,38 |
| Epargne nette | 1,58 | 0,83 | 0,27 | 0,97 | 0,15 | -84,8% | -0,82 |
| FCTVA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement reçues | 9,87 | 18,59 | 8,17 | 7,85 | 3,33 | -57,6% | -4,52 |
| Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres recettes d'investissement | 2,34 | 0,01 | 0,14 | 0,03 | 0,00 | -100,0% | -0,03 |
| Emprunt nouveau | 5,60 | 8,70 | 7,46 | 0,00 | 0,00 | -100,0% | 0,00 |
| Recettes d'investissement (y.c. prod. de cessions) | 19,39 | 28,12 | 16,05 | 8,86 | 3,47 | -60,8% | -5,38 |

Budget annexe Lasbordes

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|--|-------------|-------------|-------------|--------------|--------------|----------------|----------------|
| Recettes réelles d'exploitation (hors prod. fin. et cessions) | 0,14 | 0,10 | 0,22 | 0,20 | 0,20 | 1,2% | 0,00 |
| Produits des services | 0,09 | 0,05 | 0,17 | 0,15 | 0,15 | 0,5% | 0,00 |
| Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Dotations et participations | 0,05 | 0,05 | 0,05 | 0,05 | 0,05 | 0,0% | 0,00 |
| Autres recettes de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Dépenses réelles d'exploitation (hors frais financiers) | 0,10 | 0,09 | 0,21 | 0,23 | 0,24 | 0,3% | 0,00 |
| Achats de biens et services | 0,07 | 0,08 | 0,12 | 0,14 | 0,14 | -1,2% | 0,00 |
| Charges de personnel | 0,03 | 0,00 | 0,08 | 0,10 | 0,10 | 2,5% | 0,00 |
| Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres charges de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Epargne de gestion | 0,03 | 0,01 | 0,02 | -0,03 | -0,03 | -4,8% | 0,00 |
| Charges financières nettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Epargne brute | 0,03 | 0,01 | 0,02 | -0,03 | -0,03 | -4,8% | 0,00 |
| Taux d'épargne brute | 24,13% | 11,99% | 7,30% | -16,15% | -15,19% | -5,9% | 0,00 |
| Remboursement en capital de la dette (retraité) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Epargne nette | 0,03 | 0,01 | 0,02 | -0,03 | -0,03 | -4,8% | 0,00 |
| Taux d'épargne nette | 24,13% | 11,99% | 7,30% | -16,15% | -15,19% | -5,9% | 0,00 |
| Dépenses réelles d'investissement (hors dette) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,03 | 0,11 | 251,2% | 0,08 |
| Dépenses d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,03 | 0,11 | 251,2% | 0,08 |
| Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Immobilisations corporelles et en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,03 | 0,11 | 251,2% | 0,08 |
| Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres dépenses d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Recettes réelles d'investissement (hors dette et y.c. cessions) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,01 | 0,00 | -100,0% | -0,01 |
| Dotations, fonds et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement reçues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,01 | 0,00 | -100,0% | -0,01 |
| Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres recettes d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Emprunt nouveau | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |

Ce budget retrace l'activité de l'aérodrome Toulouse-Lasbordes, plateforme majeure de l'aviation de loisirs et espace de formation permanent grâce aux aéroclubs basés sur le site.

Ce budget annexe est un Service Public Industriel et Commercial, ce qui implique que toutes les dépenses doivent être financées par les recettes propres issues de l'exploitation du service.

Au terme de l'exercice 2020 et après reprise du résultat antérieur, la section de fonctionnement fait apparaître un déficit de 94 K€.

Recettes d'exploitation : 0,20 M€

En 2020, les recettes d'exploitation sont en légère augmentation et s'élèvent à 204 K€. Elles sont constituées de redevances d'occupation du domaine public pour 132 K€, de produits de location pour 21 K€ et de la dotation de centralisation versée par l'État pour 50 K€.

Dépenses d'exploitation (hors frais financiers) : 0,24 M€

Les dépenses de fonctionnement sont stables et sont principalement constituées de la refacturation du personnel mis à disposition (0,1 M€), des taxes foncières (65 K€) ainsi que des charges courantes de fonctionnement du site pour 60 K€ et des primes d'assurances pour 10 K€.

L'épargne nette est en recul de 4,8% et négative pour 0,03 M€.

Dépenses d'investissement : 0,11 M€

Des dépenses d'investissement ont été réalisées pour reprendre des fissures sur la piste principale, la piste taxiway et le parking avions, pour l'installation d'une station météo ainsi que pour la modification du busage à proximité des bâtiments.

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------|----------------|
| Dépenses d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,03 | 0,11 | 251,2% | 0,08 |
| Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Immobilisations corporelles et en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,03 | 0,11 | 251,2% | 0,08 |
| Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres dépenses d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Dépenses d'investissement (hors dette) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,03 | 0,11 | 251,2% | 0,08 |

Financement des dépenses d'investissement : -0,03 M€

L'autofinancement dégagé sur cet exercice étant négatif, c'est le résultat excédentaire antérieur reporté qui a permis de financer les dépenses sans avoir recours à l'emprunt. Ce résultat est ainsi passé de 91 K€ à 4 K€.

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|---|-------------|-------------|-------------|--------------|--------------|---------------|----------------|
| Resources propres | 0,03 | 0,01 | 0,02 | -0,02 | -0,03 | 63,4% | -0,01 |
| Epargne nette | 0,03 | 0,01 | 0,02 | -0,03 | -0,03 | -4,8% | 0,00 |
| FCTVA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement reçues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,01 | 0,00 | -100,0% | -0,01 |
| Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres recettes d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Emprunt nouveau | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Recettes d'investissement (y.c. prod. de cessions) | 0,03 | 0,01 | 0,02 | -0,02 | -0,03 | 63,4% | -0,01 |

Budget annexe Oncopôle

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|--|-------------|-------------|--------------|--------------|--------------|---------------|----------------|
| Recettes réelles de fonctionnement (hors prod. fi. & cessions) | 1,20 | 1,06 | 0,84 | 0,92 | 0,91 | -1,4% | -0,01 |
| Produits des services | 0,00 | 0,58 | 0,00 | 0,04 | 0,00 | -100,0% | -0,04 |
| Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 0,84 | 0,88 | 0,88 | 0,9% | 0,01 |
| Autres recettes de fonctionnement | 1,20 | 0,48 | 0,00 | 0,00 | 0,02 | - | 0,02 |
| Dépenses réelles de fonctionnement (hors frais financiers) | 0,17 | 0,20 | 0,43 | 0,16 | 0,08 | -49,7% | -0,08 |
| Achats de biens et services | 0,17 | 0,20 | 0,43 | 0,16 | 0,08 | -49,7% | -0,08 |
| Charges de personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres charges de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Epargne de gestion | 1,03 | 0,86 | 0,41 | 0,76 | 0,83 | 8,3% | 0,06 |
| Charges financières nettes | 0,14 | 0,13 | 0,13 | 0,10 | 0,06 | -43,0% | -0,04 |
| Epargne brute | 0,89 | 0,74 | 0,28 | 0,67 | 0,77 | 16,0% | 0,11 |
| Taux d'épargne brute | 74,35% | 69,53% | 33,28% | 72,32% | 85,14% | 17,7% | 0,00 |
| Remboursement en capital de la dette (retraité) | 0,69 | 0,72 | 0,76 | 0,80 | 0,84 | 5,5% | 0,04 |
| Epargne nette | 0,21 | 0,02 | -0,48 | -0,13 | -0,07 | -46,7% | 0,06 |
| Taux d'épargne nette | 17,24% | 1,45% | -57,04% | -14,56% | -7,87% | -46,0% | 0,00 |
| Dépenses réelles d'investissement (hors dette) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Dépenses d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Immobilisations corporelles et en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres dépenses d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Recettes réelles d'investissement (hors dette et y.c. cessions) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Dotations, fonds et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement reçues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres recettes d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Emprunt nouveau | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |

Ce budget concerne une opération d'aménagement dont la vocation est de regrouper sur un seul lieu des activités de recherche, de soins et de services aux patients, en engageant un renouvellement urbain de la porte Sud de Toulouse.

Les écritures de stocks étant des opérations d'ordre, elles ne sont pas retranscrites dans le présent rapport.

Recettes de fonctionnement : 0,91 M€

Sur l'exercice 2020, les recettes de fonctionnement sont constituées de la participation du budget principal à l'équilibre de la ZAC pour 0,84 M€, d'une participation du promoteur ICADE au financement du doublement du transformateur et enfin d'écritures d'annulation de mandats sur exercices antérieurs.

Dépenses de fonctionnement (hors frais financiers) : 0,08 M€

Les dépenses de fonctionnement baissent de -49,7%. Elles sont constituées de travaux d'aménagement ou d'alimentation électrique, de déplacement de réseaux et d'études, dans la perspective d'une extension de la zone en partie Sud de l'Oncopôle.

Après remboursement de l'annuité de la dette, l'épargne nette reste négative mais en légère augmentation par rapport à 2019 (+0,06 M€).

Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement sont uniquement constituées du remboursement du capital de la dette à hauteur de 0,84 M€.

Financement des dépenses d'investissement

Le besoin de financement a été couvert par l'affectation d'une partie du résultat pour 0,24 M€ et les écritures de stocks, sans avoir recours à l'emprunt.

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|---|-------------|-------------|--------------|--------------|--------------|---------------|----------------|
| Resources propres | 0,21 | 0,02 | -0,48 | -0,13 | -0,07 | -46,7% | 0,06 |
| Epargne nette | 0,21 | 0,02 | -0,48 | -0,13 | -0,07 | -46,7% | 0,06 |
| FCTVA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement reçues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres recettes d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Emprunt nouveau | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Recettes d'investissement (y.c. prod. de cessions) | 0,21 | 0,02 | -0,48 | -0,13 | -0,07 | -46,7% | 0,06 |

Budget annexe Orchestre National et Théâtre du Capitole

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|----------------|
| Recettes réelles de fonctionnement (hors prod. fi. & cessions) | 40,32 | 36,61 | 35,55 | 35,68 | 31,74 | -11,0% | -3,94 |
| Produits des services | 4,14 | 4,37 | 4,60 | 4,50 | 1,57 | -65,1% | -2,93 |
| Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Dotations et participations | 3,53 | 3,55 | 3,56 | 3,63 | 3,37 | -7,1% | -0,26 |
| Subvention d'équilibre | 27,78 | 27,30 | 26,40 | 26,00 | 25,75 | -1,0% | -0,25 |
| Autres recettes de fonctionnement | 4,86 | 1,39 | 1,00 | 1,55 | 1,04 | -32,4% | -0,50 |
| Dépenses réelles de fonctionnement (hors frais financiers) | 34,33 | 35,05 | 35,86 | 35,31 | 31,60 | -10,5% | -3,71 |
| Achats de biens et services | 5,47 | 5,64 | 5,68 | 5,57 | 4,87 | -12,6% | -0,70 |
| Charges de personnel | 28,25 | 28,85 | 29,55 | 29,03 | 26,06 | -10,2% | -2,96 |
| Autres charges de gestion courante | 0,60 | 0,56 | 0,62 | 0,68 | 0,67 | -1,8% | -0,01 |
| Autres charges de fonctionnement | 0,01 | 0,00 | 0,01 | 0,03 | 0,00 | -84,3% | -0,02 |
| Epargne de gestion | 5,99 | 1,57 | -0,31 | 0,37 | 0,14 | -63,2% | -0,24 |
| Charges financières nettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Epargne brute | 5,99 | 1,57 | -0,31 | 0,37 | 0,14 | -63,2% | -0,24 |
| Taux d'épargne brute | 14,85% | 4,29% | -0,87% | 1,05% | 0,43% | -58,7% | 0,00 |
| Remboursement en capital de la dette (retraité) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Epargne nette | 5,99 | 1,57 | -0,31 | 0,37 | 0,14 | -63,2% | -0,24 |
| Taux d'épargne nette | 14,85% | 4,29% | -0,87% | 1,05% | 0,43% | -58,7% | 0,00 |
| Dépenses réelles d'investissement (hors dette) | 0,39 | 0,45 | 0,65 | 0,85 | 0,69 | -18,0% | -0,15 |
| Dépenses d'équipement | 0,39 | 0,45 | 0,65 | 0,85 | 0,69 | -18,0% | -0,15 |
| Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres dépenses d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Recettes réelles d'investissement (hors dette et y.c. cessions) | 0,00 | 0,00 | 0,16 | 0,22 | 0,00 | -100,0% | -0,22 |
| Dotations, fonds et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement reçues | 0,00 | 0,00 | 0,16 | 0,22 | 0,00 | -100,0% | -0,22 |
| Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres recettes d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Emprunt nouveau | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |

Toulouse Métropole étant compétente en matière de « construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels », cet équipement culturel a été transféré le 1^{er} janvier 2016.

Recettes de fonctionnement : 31,74 M€

Les recettes propres du Théâtre et Ballets et de l'Orchestre diminuent de -2,93 M€ soit -65,1 % sous l'effet de la baisse de fréquentation liée à la crise sanitaire.

Le montant de la subvention de fonctionnement du budget principal de Toulouse Métropole s'élève à 25,75 M€ en 2020. Elle est en diminution de 0,25 M€ par rapport à 2019.

Par ailleurs, les participations des autres organismes publics et privés (Etat, région, département et entités privées) sont en baisse de 0,26 M€, soit -7,1 %.

Dépenses de fonctionnement (hors frais financiers) : 31,60 M€

Globalement les dépenses de fonctionnement sont en baisse de -10,5 % par rapport à l'exercice 2019.

Cette baisse est principalement due à l'annulation et au report de certaines productions compte tenu de la fermeture des lieux culturels en raison de la crise sanitaire.

L'épargne nette en baisse, reste positive à +0,14 M€

Dépenses d'investissement : 0,69 M€

Le principal poste de dépenses concerne le remplacement de matériel scénique, informatique et logistique pour un volume global de 0,40 M€, soit environ 59 % des dépenses d'équipement.

Les travaux d'entretien et de remise aux normes électriques pour un montant de 0,27 M€ ont été réalisés en 2020, représentant près de 40 % des dépenses d'investissement.

Une prestation de conduite de projet dans le domaine du système informatique (construction et renouvellement) a également été imputée sur ce budget pour un montant de 0,03 M€.

Financement des dépenses d'investissement : 0,14 M€

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|---|-------------|-------------|--------------|-------------|-------------|---------------|----------------|
| Resources propres | 5,99 | 1,57 | -0,15 | 0,60 | 0,14 | -77,0% | -0,46 |
| Epargne nette | 5,99 | 1,57 | -0,31 | 0,37 | 0,14 | -63,2% | -0,24 |
| FCTVA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement reçues | 0,00 | 0,00 | 0,16 | 0,22 | 0,00 | -100,0% | -0,22 |
| Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres recettes d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Emprunt nouveau | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Recettes d'investissement (y.c. prod. de cessions) | 5,99 | 1,57 | -0,15 | 0,60 | 0,14 | -77,0% | -0,46 |

Budget annexe Crématorium

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------|----------------|
| Recettes réelles d'exploitation (hors prod. fin. et cessions) | 1,25 | 1,32 | 1,26 | 1,37 | 1,46 | 6,5% | 0,09 |
| Ventes produits fabriqués, prestations | 1,20 | 1,29 | 1,24 | 1,35 | 1,45 | 7,3% | 0,10 |
| Produits issus de la fiscalité | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subvention d'exploitation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres recettes de fonctionnement | 0,05 | 0,03 | 0,02 | 0,02 | 0,01 | -52,1% | -0,01 |
| Dépenses réelles d'exploitation (hors frais financiers) | 0,43 | 1,25 | 0,86 | 0,82 | 0,83 | 1,4% | 0,01 |
| Charges à caractère général | 0,12 | 0,14 | 0,13 | 0,11 | 0,16 | 46,5% | 0,05 |
| Charges de personnel | 0,31 | 1,11 | 0,73 | 0,70 | 0,66 | -5,7% | -0,04 |
| Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -16,2% | 0,00 |
| Autres charges de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8,6% | 0,00 |
| Epargne de gestion | 0,82 | 0,07 | 0,40 | 0,55 | 0,62 | 14,1% | 0,08 |
| Charges financières nettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Epargne brute | 0,82 | 0,07 | 0,40 | 0,55 | 0,62 | 14,1% | 0,08 |
| Taux d'épargne brute | 65,91% | 5,03% | 31,43% | 39,93% | 42,78% | 7,1% | 0,00 |
| Remboursement en capital de la dette (retraité) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Epargne nette | 0,82 | 0,07 | 0,40 | 0,55 | 0,62 | 14,1% | 0,08 |
| Taux d'épargne nette | 65,91% | 5,03% | 31,43% | 39,93% | 42,78% | 7,1% | 0,00 |
| Dépenses réelles d'investissement (hors dette) | 0,02 | 0,51 | 0,71 | 0,36 | 1,48 | 312,7% | 1,12 |
| Dépenses d'équipement | 0,02 | 0,51 | 0,71 | 0,36 | 1,48 | 312,7% | 1,12 |
| Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres dépenses d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Recettes réelles d'investissement (hors dette et y.c. cessions) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Dotations, fonds et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement reçues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres recettes d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Emprunt nouveau | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |

Ce budget comptabilise les mouvements financiers liés à l'activité du crématorium de Cornebarrieu, seul crématorium de Haute-Garonne, géré en régie directe par Toulouse Métropole.

Recettes d'exploitation : 1,46 M€.

Au cours de l'exercice 2020, on assiste à une hausse des recettes d'exploitation de +7,3 % essentiellement imputable aux produits issus de l'organisation des obsèques qui ont été plus nombreuses.

Dépenses d'exploitation (hors frais financiers) : 0,83 M€.

La hausse des charges d'exploitation s'explique surtout par la hausse du coût et des consommations d'énergie.

L'épargne brute s'accroît légèrement atteignant + 0,62 M€

Dépenses d'investissement : 1,48 M€

Compte tenu de la croissance démographique, et pour anticiper les besoins futurs qu'elle va générer, Toulouse Métropole a annoncé en avril 2017 la création d'un deuxième crématorium métropolitain, dont l'ouverture est prévue début 2022. La quasi-totalité des dépenses d'équipement concernent ce projet.

Financement des dépenses d'investissement : 0,62 M€

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------|----------------|
| Resources propres | 0,82 | 0,07 | 0,40 | 0,55 | 0,62 | 14,1% | 0,08 |
| Epargne nette | 0,82 | 0,07 | 0,40 | 0,55 | 0,62 | 14,1% | 0,08 |
| FCTVA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement reçues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres recettes d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Emprunt nouveau | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Recettes d'investissement (y.c. prod. de cessions) | 0,82 | 0,07 | 0,40 | 0,55 | 0,62 | 14,1% | 0,08 |

Budget annexe Pompes Funèbres

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------|----------------|
| Recettes réelles d'exploitation (hors prod. fin. et cessions) | 3,24 | 3,17 | 2,95 | 3,34 | 3,14 | -6,1% | -0,21 |
| Ventes de produits et prestations | 2,46 | 3,02 | 2,81 | 3,05 | 2,92 | -4,0% | -0,12 |
| Produits issus de la fiscalité | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subvention d'exploitation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres recettes de fonctionnement | 0,78 | 0,14 | 0,14 | 0,30 | 0,21 | -28,4% | -0,08 |
| Dépenses réelles d'exploitation (hors frais financiers) | 2,97 | 2,42 | 2,62 | 2,77 | 3,06 | 10,8% | 0,30 |
| Charges à caractère générale | 0,63 | 0,68 | 0,79 | 0,72 | 0,77 | 7,4% | 0,05 |
| Charges de personnel | 2,34 | 1,73 | 1,81 | 2,03 | 2,25 | 11,0% | 0,22 |
| Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,01 | 0,01 | 0,02 | 58,8% | 0,01 |
| Autres charges de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,01 | 0,01 | 0,02 | 110,9% | 0,01 |
| Epargne de gestion | 0,27 | 0,75 | 0,33 | 0,57 | 0,07 | -87,5% | -0,50 |
| Charges financières nettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Epargne brute | 0,27 | 0,75 | 0,33 | 0,57 | 0,07 | -87,5% | -0,50 |
| Taux d'épargne brute | 8,42% | 23,65% | 11,18% | 17,20% | 2,29% | -86,7% | 0,00 |
| Remboursement en capital de la dette (retraité) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Epargne nette | 0,27 | 0,75 | 0,33 | 0,57 | 0,07 | -87,5% | -0,50 |
| Taux d'épargne nette | 8,42% | 23,65% | 11,18% | 17,20% | 2,29% | -86,7% | 0,00 |
| Dépenses réelles d'investissement (hors dette) | 0,09 | 0,33 | 0,03 | 0,37 | 0,05 | -87,3% | -0,32 |
| Dépenses d'équipement | 0,09 | 0,33 | 0,03 | 0,37 | 0,05 | -87,3% | -0,32 |
| Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres dépenses d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Recettes réelles d'investissement (hors dette et y.c. cessions) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Dotations, fonds et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement reçues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres recettes d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Emprunt nouveau | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |

Les services funéraires métropolitains organisent des obsèques à la demande des familles, proposent des contrats obsèques en lien avec des partenaires mutualistes, mais interviennent également en astreinte dans le cadre des pouvoirs de police du maire pour les décès sur la voie publique ou dans les domiciles lorsqu'il n'y a pas de famille.

Ce service public industriel et commercial permet une régulation du marché, les tarifs appliqués ayant tendance à augmenter sensiblement en l'absence d'opérateur public.

Recettes d'exploitation : 3,14 M€.

Au cours de l'exercice 2020, on assiste à une baisse des recettes d'exploitation de 6,1 % essentiellement imputable aux produits issus de l'organisation des obsèques (-8,6 %). Ces produits baissent, le panier d'achat diminuant du fait du confinement (moins de soins, de vente de plaques...).

Dépenses d'exploitation (hors frais financiers) : 3,06 M€.

La hausse des charges d'exploitation s'explique surtout par des charges de personnel en hausse de +11 %. Là encore, c'est le confinement qui a rendu nécessaire le paiement d'heures supplémentaires et le recrutement de contrats à durée déterminée pour pallier l'absence de personnels en garde d'enfants ou en autorisation spéciale d'absence.

L'épargne brute reste positive à + 0,07 M€

Dépenses d'investissement : 0,05 M€

S'agissant des 0,05 M€ de dépenses d'équipement réalisés, ils l'ont été surtout pour des travaux électriques du funérarium.

Financement des dépenses d'investissement : 0,07 M€

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------|----------------|
| Resources propres | 0,27 | 0,75 | 0,33 | 0,57 | 0,07 | -87,5% | -0,50 |
| Epargne nette | 0,27 | 0,75 | 0,33 | 0,57 | 0,07 | -87,5% | -0,50 |
| FCTVA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement reçues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres recettes d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Emprunt nouveau | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Recettes d'investissement (y.c. prod. de cessions) | 0,27 | 0,75 | 0,33 | 0,57 | 0,07 | -87,5% | -0,50 |

Budget annexe Collecte et Valorisation des Déchets

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|--|-------------|-------------|-------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| Recettes réelles de fonctionnement (hors prod. fi. & cessions) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 114,42 | 122,21 | 6,8% | 7,78 |
| Produits des services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4,52 | 4,17 | -7,7% | -0,35 |
| Taxes d'enlèvement des ordures ménagères | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 103,70 | 106,19 | 2,4% | 2,49 |
| Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6,12 | 7,60 | 24,1% | 1,47 |
| Autres recettes de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,08 | 4,25 | - | 4,17 |
| Dépenses réelles de fonctionnement (hors frais financiers) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 95,56 | 93,36 | -2,3% | -2,20 |
| Achats de biens et services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20,82 | 22,75 | 9,3% | 1,94 |
| Charges de personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 40,64 | 38,19 | -6,0% | -2,45 |
| Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 30,67 | 31,82 | 3,8% | 1,16 |
| Autres charges de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3,43 | 0,60 | -82,5% | -2,83 |
| Epargne de gestion | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 18,86 | 28,84 | 52,9% | 9,98 |
| Charges financières nettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,20 | 0,18 | -9,9% | -0,02 |
| Epargne brute | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 18,66 | 28,66 | 53,6% | 10,00 |
| Taux d'épargne brute | - | - | - | 16,31% | 23,45% | 43,8% | 0,00 |
| Remboursement en capital de la dette (retraité) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,68 | 0,68 | -0,6% | 0,00 |
| Epargne nette | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 17,98 | 27,98 | 55,7% | 10,01 |
| Taux d'épargne nette | - | - | - | 15,71% | 22,90% | 45,7% | 0,00 |
| Dépenses réelles d'investissement (hors dette) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3,02 | 4,26 | 41,0% | 1,24 |
| Dépenses d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2,98 | 4,26 | 43,1% | 1,28 |
| Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,20 | 0,22 | 7,6% | 0,02 |
| Immobilisations corporelles et en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2,78 | 4,05 | 45,6% | 1,27 |
| Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Subventions d'investissement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,04 | 0,00 | -100,0% | -0,04 |
| Autres dépenses d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Recettes réelles d'investissement (hors dette et y.c. cessions) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,14 | 0,34 | 148,8% | 0,21 |
| Dotations, fonds et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,21 | - | 0,21 |
| Subventions d'investissement reçues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,14 | 0,14 | 0,0% | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres recettes d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Emprunt nouveau | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |

Toulouse Métropole assure le service de collecte, prévention, traitement, recyclage et valorisation des déchets. Cette compétence est retracée dans un budget annexe depuis le 1^{er} janvier 2019.

Recettes de fonctionnement : 122,21 M€

Les recettes de fonctionnement sont en hausse de +6,8 %.

Cette variation s'explique notamment par l'augmentation des recettes issues des produits de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) à hauteur de +2,4 % (+2,49 M€) et la reprise de provisions constituées en 2019 pour contentieux du personnel à hauteur de 3,86 M€.

A noter également, une augmentation de la participation d'éco-organismes de près de 24%. La redevance spéciale encaissée en 2020 s'élève à 1,47 M€.

Dépenses de fonctionnement (hors frais financiers) : 93,36 M€

La diminution des dépenses de fonctionnement (-2,2 M€) est principalement due au volume moins important de provisions constituées au cours de l'exercice 2020.

La baisse de 2,45 M€ de la masse salariale s'explique par une refacturation moins importante de la masse salariale du budget principal au budget annexe. Les charges de personnel représentent près de 41% des dépenses réelles de fonctionnement.

Le montant de la contribution versée à DECOSET est de 31,65 M€, soit +4 % par rapport à 2019.

L'épargne nette dégagée s'élève à 27,98 M€, soit une variation de +10 M€.

Dépenses d'investissement : 4,26 M€

Les dépenses d'équipement progressent de 43,1%.

Le principal poste de dépenses concerne l'acquisition de camions bennes de collecte à hauteur de 2,33 M€. Les autres dépenses pour la mise en œuvre de ce service sont les achats de composteurs, de bacs à ordures ménagères et de mobilier urbain.

Une assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagnement au compostage collectif a également été réalisée.

Financement des dépenses d'investissement : 28,33 M€

Outre l'épargne nette (27,98 M€), le financement de l'investissement a été réalisé par le fonds de compensation de la TVA à hauteur de 0,21 M€.

Une subvention d'équipement de 0,12 M€ a été versée par la société CITEO pour l'accompagnement de la démarche de réduction de collecte sélective en porte à porte.

| en M€ | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Evolution (%) | Evolution (M€) |
|---|-------------|-------------|-------------|--------------|--------------|---------------|----------------|
| Resources propres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 18,12 | 28,33 | 56,4% | 10,21 |
| Epargne nette | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 17,98 | 27,98 | 55,7% | 10,01 |
| FCTVA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,21 | - | 0,21 |
| Subventions d'investissement reçues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,14 | 0,14 | 0,0% | 0,00 |
| Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Autres recettes d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Emprunt nouveau | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Recettes d'investissement (y.c. prod. de cessions) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 18,12 | 28,33 | 56,4% | 10,21 |

Accusé de réception - contrôle de légalité

Toulouse Métropole

Nature de l'acte : Délibération

Numéro attribué à l'acte : DEL-21-0564

Objet de l'acte : Adoption du compte administratif 2020 - Budget principal

Annexe(s) : 0.1 Compte de gestion 2020 - Principal
0.2 rapport CA 2020

Thème Préfecture : 7 - Finances locales 1 - Decisions budgetaires

Date Séance : jeudi 24 juin 2021

Nom signataire : Jean-Luc MOUDENC

Identifiant de télétransmission :

Identifiant unique de l'acte : lmc1DL21564H1

Date de transmission en Préfecture : 01/07/2021

Date de réception en Préfecture : 01/07/2021